

LORS D'UNE CÉRÉMONIE
PRÉSIDÉE PAR LE GÉNÉRAL
D'ARMÉE CHANEGRIHA

**Les cadets de la
Nation lauréats du
baccalauréat
honorés**

P 16

EXPORTATION DE 200 BORNES DE RECHARGE
POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES VERS LE PORTUGAL

Sonelgaz renforce sa présence à l'international

Le groupe Sonelgaz poursuit son offensive sur les marchés internationaux. À travers sa filiale, la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), le groupe public a lancé, hier, une nouvelle opération d'exportation de 200 bornes de recharge pour véhicules électriques vers le Portugal. Une opération qui illustre la montée en puissance de l'industrie électrique nationale et confirme l'ambition de Sonelgaz de contribuer activement à la diversification de l'économie et à l'augmentation des exportations hors hydrocarbures. P 3



DROIT DE CHANGE

**La nouvelle instruction
de la BA aux banques**

La Banque d'Algérie entend donner un nouvel élan à la modernisation du dispositif du droit de change destiné aux voyageurs algériens. Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohammed Lamine Lebbou, a instruit les responsables des banques de prendre toutes les mesures nécessaires afin de faciliter et d'accélérer la délivrance des cartes de paiement internationales au profit des citoyens souhaitant bénéficier de l'allocation de voyage, a indiqué lundi un communiqué de la Banque centrale.

P 2

MARCHÉ EUROPÉEN DU GNL

**L'Algérie conserve
une position de
premier plan**

L'Algérie a confirmé son rang parmi les principaux fournisseurs de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Union européenne au cours du premier semestre 2026, en se classant au quatrième rang des exportateurs vers le marché européen avec 2,43 millions de tonnes. Ce volume représente une baisse d'environ 10 % par rapport aux 2,7 millions de tonnes enregistrées durant la même période de 2025. Malgré ce recul, le pays demeure l'un des principaux fournisseurs de GNL de l'Union européenne.

P 3

COOPÉRATION
INDUSTRIELLE

**Alger et Brazzaville
ciblent les filières
stratégiques**

L'Algérie et la République du Congo veulent donner une nouvelle dimension à leur coopération économique. Les deux pays ont affiché, hier à Alger, leur volonté de bâtir un partenariat industriel durable, fondé sur le transfert de savoir-faire, les investissements conjoints et la valorisation des capacités productives, avec un intérêt particulier pour plusieurs filières stratégiques.

P 5

VALORISATION DE LA CÉLESTINE

**Inauguration
d'une unité de production
à Bejaia P 2**

ÉMISSIONS DE MÉTHANE

**L'UE accorde un sursis de trois
ans aux entreprises des
hydrocarbures P 3**

HYDRAULIQUE

**Le ministre ordonne
d'accélérer les projets
de 2026 P 5**

TRAVAUX PUBLICS
**Le ministre préside
les travaux
de l'AGO du Groupe
de construction
ferroviaire**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, mardi à Alger, les travaux de l'Assemblée générale ordinaire du Groupe de construction ferroviaire (GCF), indique un communiqué du ministère.

Les travaux, qui se sont déroulés au siège du ministère en présence des membres de l'Assemblée générale représentant les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, des Finances et de l'Industrie, ainsi que des commissaires aux comptes, ont été consacrés à l'examen et à l'approbation des comptes sociaux du Groupe au titre de l'exercice 2025, à la présentation du bilan d'activités et des résultats réalisés, ainsi qu'à l'évaluation de différents indicateurs liés à la performance financière et technique.

Lors de cette réunion, M. Djellaoui a souligné "la nécessité de poursuivre l'amélioration des performances et de renforcer l'efficacité de la gestion, de manière à permettre au Groupe d'assumer pleinement ses missions dans la réalisation et le développement du réseau ferroviaire, le contrôle technique, les études et l'accompagnement de la concrétisation des projets d'infrastructures selon les normes les plus élevées de qualité et d'efficacité, en adéquation avec les objectifs stratégiques du secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base".

Le GCF constitue un pôle national majeur dans le domaine des infrastructures et des ouvrages ferroviaires, regroupant quatre entreprises publiques spécialisées qui allient expertise en ingénierie et réalisation sur le terrain, assurant ainsi une complémentarité des compétences au service des grands projets du secteur.

Le Groupe comprend la Société nationale des infrastructures ferroviaires (Infrarail), l'Entreprise de réalisation des infrastructures ferroviaires (Infrafer), la Société d'études techniques et de l'ingénierie du rail (Setirail), et la Société d'ingénierie et d'électrification ferroviaire (Rail Elect).

R E.

DROIT DE CHANGE

La nouvelle instruction de la BA aux banques

La Banque d'Algérie entend donner un nouvel élan à la modernisation du dispositif du droit de change destiné aux voyageurs algériens. Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohammed Lamine Lebbou, a instruit les responsables des banques de prendre toutes les mesures nécessaires afin de faciliter et d'accélérer la délivrance des cartes de paiement internationales au profit des citoyens souhaitant bénéficier de l'allocation de voyage, a indiqué lundi un communiqué de la Banque centrale.

Par Réda Hadi

Cette instruction intervient dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles dispositions relatives à l'attribution, à titre provisoire, du droit de change au moyen de cartes de paiement internationales ou dédiées. Le nouveau dispositif, introduit par l'instruction n° 07-2026 de la Banque d'Algérie, vise à rendre l'accès à l'allocation de voyage plus fluide, plus sécurisé et davantage intégré au système bancaire national.

La réunion tenue au siège de la Banque centrale traduit la volonté des autorités monétaires d'assurer une application rapide et uniforme de ces nouvelles règles par l'ensemble des banques intermédiaires agréées. L'objectif est notamment de réduire les contraintes administratives et les délais liés à la délivrance des cartes, les citoyens étant appelés à effectuer leurs démarches suffisamment à l'avance avant leur déplacement à l'étranger.

En vertu des nouvelles dispositions, le droit de change est accordé aux citoyens résidents au moyen d'une carte de paiement internationale ou dédiée délivrée par une banque intermédiaire agréée. Le montant est fixé à 750 euros, ou son équivalent dans une autre devise librement convertible, pour les bénéficiaires âgés de 19 ans et plus. Pour les personnes âgées entre 12 et 19 ans, le montant est fixé à 300 euros. Cette possibilité est toutefois limitée à deux enfants par famille et ne peut être accordée qu'une seule fois par année civile.

À travers ce mécanisme, les autorités cherchent à accompagner les déplacements des citoyens à l'étranger tout en renforçant l'encadrement de l'utilisation des devises. La mise à disposition de l'allocation à travers

une carte constitue, à ce titre, une évolution importante. Elle permet de réduire le recours aux opérations en espèces et d'intégrer davantage les dépenses liées aux voyages dans le circuit bancaire et électronique. Pour la Banque d'Algérie, ce modèle doit contribuer à améliorer la traçabilité des opérations et à renforcer le contrôle de l'utilisation des ressources en devises. La nouvelle réglementation prévoit que la carte soit émise exclusivement à titre nominatif au nom de son titulaire. Elle est incessible et ne peut donc être utilisée par une autre personne. Cette exigence vise à garantir que le bénéficiaire effectif du droit de change soit bien celui qui utilise la carte durant son séjour à l'étranger. La carte doit également être liée à un compte en devises ouvert au nom du bénéficiaire. Celui-ci doit, en outre, disposer d'un compte bancaire en monnaie nationale. Cette double exigence traduit la volonté d'intégrer pleinement le dispositif dans le système bancaire national et de permettre aux établissements concernés d'assurer un suivi plus rigoureux des opérations. Le citoyen souhaitant bénéficier de l'allocation doit introduire auprès d'une banque intermédiaire agréée une demande de délivrance de la carte suffisamment à l'avance, en prévision de son voyage. La durée de validité de la carte est fixée à trois ans au minimum. Cette disposition devrait permettre aux bénéficiaires de disposer d'un instrument de paiement durable, sans avoir à renouveler fréquemment leur carte, tout en maintenant les conditions réglementaires liées à l'octroi annuel du droit de change.

Les banques demeurent, par ailleurs, soumises à plusieurs obligations de contrôle. Dans le cadre de l'attribution du droit de change pour voyage à l'étranger au moyen d'une carte internationale ou dédiée, elles

doivent inscrire sur le passeport du bénéficiaire le montant attribué, la devise correspondante ainsi que la date de l'opération. L'opération doit également être déclarée sur la plateforme de la Banque d'Algérie dédiée au droit de change.

Le dispositif repose ainsi sur une combinaison entre l'enregistrement bancaire, le contrôle documentaire et la déclaration numérique. Cette centralisation des informations doit permettre d'éviter les doubles bénéficiaires et de garantir le respect du principe selon lequel l'allocation ne peut être accordée qu'une seule fois au cours d'une même année civile. Elle devrait également favoriser une meilleure coordination entre les différents acteurs et renforcer la transparence des opérations liées au marché des changes.

La nouvelle réglementation accorde également une place importante à la qualité du service fourni aux voyageurs. Les banques sont tenues de mettre en place des dispositifs d'assistance dédiés aux porteurs de cartes, notamment des centres d'appels et des canaux d'interaction digitaux accessibles depuis l'étranger. Ces services doivent être disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Cette exigence répond aux difficultés susceptibles d'être rencontrées par les voyageurs lors de l'utilisation de leur carte à l'étranger, qu'il s'agisse d'un problème de paiement, d'un blocage ou d'un besoin d'assistance urgente. Enfin, le droit de change accordé au titre des voyages à l'étranger et porté sur une carte de paiement internationale ou dédiée ne peut être utilisé que pour des opérations effectuées à l'étranger et se rapportant au motif pour lequel il a été attribué. Cette règle vise à garantir que les devises mobilisées dans le cadre de l'allocation de voyage soient utilisées conformément à leur destination.

VALORISATION DE LA CÉLESTINE

Inauguration d'une unité de production à Béjaïa

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et de l'Industrie minière, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, a procédé, lundi à Beni Mansour (wilaya de Bejaïa), à l'inauguration d'une unité de production et de valorisation de la célestine. Dans son allocution, Mme.Bakir Tafer a indiqué que cet "important investissement industriel minier", réalisé par le groupe " Frères Zergoun", traduit " l'intérêt extrême accordé par l'Etat au secteur des mines, considéré comme l'un

des axes stratégiques nationaux de diversification de l'économie hors hydrocarbures ". Elle a ajouté que ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à impulser une nouvelle dynamique à l'économie nationale et à soutenir la production locale, à travers l'accompagnement du secteur privé en tant que partenaire stratégique et efficient, au même titre que le secteur public, afin de relan-

cer l'activité minière, promouvoir la diversification économique hors hydrocarbures et réduire progressivement le recours aux importations. La secrétaire d'Etat a également mis en exergue l'importance de la célestine, un minéral stratégique vital utilisé dans plusieurs industries de pointe, notamment l'électronique, le verre et les industries chimiques. Évoquant les retombées économiques et sociales du projet, elle a affirmé que celui-ci contribuera au développement

de la région grâce à la création de 50 emplois directs, en plus de nombreux emplois indirects, tout en favorisant la dynamique du développement local. Cette unité ambitionne une production annuelle de 50.000 tonnes de célestine, destinée à couvrir les besoins du marché national et à ouvrir des perspectives d'exportation vers les marchés internationaux, constituant ainsi une avancée vers l'autosuffisance en minerais stratégiques, selon la même responsable.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EXPORTATION DE 200 BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES VERS LE PORTUGAL

Sonelgaz renforce sa présence à l'international

Le groupe Sonelgaz poursuit son offensive sur les marchés internationaux. À travers sa filiale, la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), le groupe public a lancé, hier, une nouvelle opération d'exportation de 200 bornes de recharge pour véhicules électriques vers le Portugal. Une opération qui illustre la montée en puissance de l'industrie électrique nationale et confirme l'ambition de Sonelgaz de contribuer activement à la diversification de l'économie et à l'augmentation des exportations hors hydrocarbures.

Par Z. R.

Fabriquées au niveau des unités industrielles de la SAIEG à El Eulma, dans la wilaya de Sétif, ces bornes de recharge sont destinées au marché européen dans le cadre d'un contrat conclu avec la société de marketing international Auras International. Ce partenariat prévoit l'exportation progressive de 450 bornes vers plusieurs pays d'Europe, témoignant de la confiance accordée aux équipements algériens et de leur compétitivité sur les marchés étrangers. Cette opération constitue, rappelle-t-on, la deuxième du genre après celle réalisée avec succès en 2024, qui avait permis l'expédition de 435 bornes de recharge vers la Libye et l'Italie. Elle confirme ainsi l'inscription de Sonelgaz dans une stratégie d'exportation durable, fondée sur la valorisation du savoir-faire industriel national et le développement de nouveaux débouchés à l'international. Lors de la cérémonie de lancement, organisée au siège de la SAIEG à Rouiba, le PDG de la société, Youcef Defdaf, a souligné que cette opération « reflète la grande expérience des groupes industriels publics dans la fabrication des différents équipements, leur permettant d'accéder aux marchés extérieurs à travers différents continents ». Il a rappelé que la société œuvre à renforcer la contribution des exportations

algériennes hors hydrocarbures en s'appuyant sur plusieurs décennies d'expertise et sur des produits répondant pleinement aux normes internationales. Le responsable a également mis en avant le taux d'intégration locale des bornes de recharge, qui atteint actuellement 58 %. Ce taux est appelé à progresser davantage grâce au développement de la sous-traitance nationale et au renforcement des partenariats avec les fournisseurs locaux. Une orientation qui s'inscrit dans la politique industrielle visant à augmenter la valeur ajoutée nationale, à soutenir le tissu des PME et à réduire la dépendance aux importations. En effet, Sonelgaz confirme sa volonté de se positionner comme un acteur économique majeur de la diversification de l'économie nationale. Le groupe ne limite plus son rayonnement à la production et à la distribution de l'électricité et du gaz. Il développe progressivement une véritable industrie exportatrice de biens et de services à forte valeur ajoutée. En 2025, Sonelgaz a exporté pour une valeur de 221 millions d'euros, composée principalement d'exportations d'énergie électrique (notamment vers la Tunisie), d'équipements électriques produits localement (à destination de plusieurs pays) et de services. Pour sa part, le directeur de l'information et de la communication au ministère de

l'Énergie et des Énergies renouvelables, Khalil Hedna, a d'ailleurs souligné que cette exportation vient consolider la présence internationale du groupe Sonelgaz. Selon lui, cette dynamique s'inscrit dans la continuité des succès enregistrés ces dernières années à travers l'exportation de l'électricité vers plusieurs pays, la réalisation de centrales électriques sur le continent africain ainsi que la formation de cadres étrangers, autant d'activités qui renforcent le positionnement de l'Algérie comme fournisseur de solutions énergétiques intégrées. De son côté, le directeur général d'Auras International, basée à Hong Kong (Chine), a indiqué que cette opération est le fruit de la bonne réputation, sur les marchés extérieurs, des équipements électriques fabriqués localement, lesquels répondent aux normes internationales. En somme, cette nouvelle opération traduit ainsi les résultats de la stratégie engagée par Sonelgaz pour faire émerger une industrie électrique compétitive, capable de générer des recettes en devises en dehors des hydrocarbures. Elle s'inscrit pleinement dans les orientations des pouvoirs publics visant à diversifier les sources de revenus du pays, à promouvoir le label « Made in Algeria » et à renforcer la présence des produits industriels nationaux sur les marchés internationaux.

DÉVELOPPEMENT DU PROJET GAZIER DE HASSI BIR REKAIZ (HBR) Afreximbank mobilise 200 millions de dollars

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a approuvé une facilité de financement de 200 millions de dollars en faveur de Shoreline Power Company Limited (Shoreline) et de ses co-emprunteurs, dont l'entreprise italienne Arkad SpA, afin d'accompagner le développement du projet gazier de Hassi Bir Rekaiz (HBR). Approuvée en juin 2026, cette opération permettra de financer la part contractuelle d'Arkad dans le contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) de 980 millions

de dollars relatif à la phase 2a du développement du champ HBR. Ce projet est porté par le Groupe Hassi Bir Rekaiz (GHBR), une coentreprise réunissant Sonatrach, la compagnie thaïlandaise PTTEP et l'entreprise espagnole CEPSA. Afreximbank intervient en tant qu'arrangeur principal et prêteur unique de cette transaction, structurée autour de deux volets. Le premier porte sur une facilité de financement contractuel de 110 millions de dollars destinée à soutenir l'émission des garanties nécessaires à l'exécution du contrat

EPC et à couvrir les besoins en fonds de roulement d'Arkad. Le second concerne une facilité renouvelable de 90 millions de dollars destinée à accompagner Shoreline et ses filiales dans leurs activités liées aux projets d'infrastructures énergétiques, notamment dans le domaine des gazoducs. Le financement accordé devrait contribuer au renforcement des capacités de production pétrolière et gazière de l'Algérie. La mise en service d'une nouvelle unité centrale de traitement dans le cadre de la phase 2a du projet

HBR devrait permettre d'augmenter la production du champ, qui passerait d'environ 13 000 barils par jour actuellement à une capacité comprise entre 50 000 et 60 000 barils par jour. Cette hausse de production devrait générer des recettes supplémentaires en devises pour Sonatrach et renforcer les capacités énergétiques nationales. Le projet devrait également favoriser la création d'environ 6 000 emplois et stimuler le développement de la chaîne d'approvisionnement locale.

Synthèse S. R.

ÉMISSIONS DE MÉTHANE L'UE accorde un sursis de trois ans aux entreprises des hydrocarbures

Par S. R.

La Commission européenne a recommandé aux États membres de suspendre pendant trois ans l'application des sanctions prévues contre les entreprises du secteur des hydrocarbures qui ne respecteraient pas les nouvelles obligations de déclaration des émissions de méthane. Cette mesure, annoncée lundi, intervient dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques persistantes et des préoccupations croissantes liées à la sécurité des approvisionnements énergétiques de l'Europe. Cette décision ne remet toutefois pas en cause l'entrée en vigueur du règlement européen adopté en 2024. À compter de janvier 2027, les importateurs de gaz, de pétrole et de charbon vers l'Union européenne devront toujours mesurer, surveiller et déclarer les émissions de méthane associées à leurs approvisionnements. En revanche, la Commission invite les États membres à ne pas appliquer les amendes prévues en cas de non-respect de ces obligations jusqu'à la fin de l'année 2029. Le règlement impose également aux importateurs de démontrer que les producteurs étrangers avec lesquels ils ont conclu ou renouvelé des contrats après le 4 août 2024 appliquent des systèmes de mesure, de notification et de vérification des émissions de méthane équivalents aux normes européennes. Bruxelles justifie cette orientation par l'évolution du contexte géopolitique international. La Commission souligne notamment que les perturbations persistantes dans la région du Moyen-Orient, et plus particulièrement les difficultés de circulation dans le détroit d'Ormuz, continuent de limiter les possibilités d'approvisionnement en pétrole brut et en gaz. Dans ce contexte, l'exécutif européen estime nécessaire de préserver la sécurité énergétique de l'Union tout en maintenant le calendrier d'application du règlement. Cette position répond également aux préoccupations exprimées par plusieurs États membres. Une dizaine de pays, dont l'Italie et les Pays-Bas, avaient plaidé pour un report de trois ans de l'ensemble des dispositions relatives au méthane, estimant que leur application immédiate risquait de réduire le nombre de fournisseurs disponibles sur le marché européen. Le règlement fait également l'objet de critiques de la part de certains grands fournisseurs d'hydrocarbures de l'Union européenne, notamment le Qatar, les États-Unis et l'Algérie. Le 23 juin dernier, Alger a cosigné, avec le Qatar, le Nigeria et les États-Unis, une lettre ouverte adressée aux dirigeants de l'Union européenne appelant à une révision du règlement européen sur le méthane. Les signataires estimaient que les exigences de mesure, de notification et de vérification des émissions prévues à partir de janvier 2027 étaient difficilement applicables dans les délais impartis et risquaient de perturber les approvisionnements énergétiques tout en entraînant une hausse des prix.

MARCHÉ EUROPÉEN DU GNL

L'Algérie conserve une position de premier plan

Par Selma R.

L'Algérie a confirmé son rang parmi les principaux fournisseurs de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Union européenne au cours du premier semestre 2026, en se classant au quatrième rang des exportateurs vers le marché européen avec 2,43 millions de tonnes. Ce volume représente une baisse d'environ 10 % par rapport aux 2,7 millions de tonnes enregistrées durant la même période de 2025. Malgré ce recul, le pays demeure l'un des principaux fournisseurs de GNL de l'Union européenne. Cette performance

intervient dans un contexte de profonds changements sur le marché mondial du GNL, marqué notamment par la forte baisse des exportations du Qatar, affectées par les répercussions du conflit avec l'Iran. Ces perturbations ont redistribué les positions des principaux fournisseurs du marché européen, sans remettre en cause le rôle stratégique de l'Algérie dans l'approvisionnement énergétique du continent. Selon le dernier rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », l'Union européenne a importé 52,64 millions de tonnes de GNL durant les six premiers mois de 2026, un volume pratiquement stable par

rapport aux 52,62 millions de tonnes enregistrées à la même période de 2025. Cette stabilité reflète toutefois des évolutions contrastées entre les deux premiers trimestres de l'année. Les importations ont progressé de 11,5 % au premier trimestre, atteignant 28,13 millions de tonnes, avant de reculer de 10,5 % au deuxième trimestre pour s'établir à 24,51 millions de tonnes. Dans ce contexte, les États-Unis ont conforté leur position de premier fournisseur de GNL de l'Union européenne avec 30,86 millions de tonnes, soit près de 59 % des importations européennes. La Russie conserve la deuxième

place avec 9,87 millions de tonnes, suivie du Nigeria avec 3,24 millions de tonnes. L'Algérie occupe la quatrième position avec 2,43 millions de tonnes, devant la Norvège, qui a exporté 1,93 million de tonnes, et le Qatar, dont les livraisons se sont limitées à 1,92 million de tonnes. Le rapport souligne que la part de l'Algérie dans les importations européennes de GNL s'est établie à 4,6 % au premier semestre 2026. Bien que cette proportion soit légèrement inférieure à celle de l'année précédente, elle confirme la place du pays parmi les principaux partenaires énergétiques de l'Union européenne.

MÉTRO D'ALGER
Prolongation des horaires d’exploitation jusqu’à minuit durant le week-end

La Société d'exploitation du Métro d'Alger (SEMA) a annoncé, lundi dans un communiqué, une prolongation exceptionnelle des horaires d'exploitation du Métro d'Alger à l'occasion de la saison estivale 2026, les vendredis et samedis. La société a précisé que les dernières rames partiront à 00h00 (minuit) durant le week-end, dans le cadre des mesures visant à faciliter les déplacements des citoyens et à accompagner la hausse du trafic des voyageurs pendant la saison estivale. Cette mesure exceptionnelle a pour objectif d'adapter le service de transport public aux besoins des usagers durant la période estivale, marquée notamment par une intensification des déplacements et des activités en soirée.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
Le ministre réitère l’engagement du secteur à accompagner la localisation de la fabrication des dispositifs médicaux

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a réitéré, lundi à Alger, l'engagement de son secteur à adopter une approche participative avec l'ensemble des opérateurs économiques afin de soutenir l'investissement et la localisation de la fabrication des dispositifs médicaux, à même de renforcer la souveraineté sanitaire nationale, indique un communiqué du ministère. Le ministre s'exprimait lors de l'audience qu'il a accordée à une délégation de la Confédération algérienne du patronat (CAP), conduite par son président, Tahar Bouzid, dans le cadre de la série de rencontres de concertation tenues avec les partenaires professionnels du secteur. La réunion a été consacrée à l'examen des préoccupations soulevées par les opérateurs de la filière des dispositifs médicaux. Cette rencontre a permis d'échanger les vues sur les moyens de développer la filière des dispositifs médicaux, à travers le renforcement de la contribution des opérateurs économiques à la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à localiser cette industrie, de manière à répondre aux besoins du marché national, précise la même source. A cette occasion, le ministre a réaffirmé son attachement à la consolidation du dialogue et de la concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur de l'industrie pharmaceutique, dans le but d'encourager l'investissement et de développer la production locale des médicaments et des dispositifs médicaux, contribuant ainsi au renforcement de la souveraineté sanitaire nationale, selon le communiqué.

R E.

MEILLEUR NOUVEAU PARTICIPANT AU CONCOURS D'INGÉNIERIE AUTOMOBILE AU ROYAUME-UNI

Une équipe algérienne remporte le prix “Allan Staniforth”

L'équipe algérienne "ENP Racing Team" a remporté le prix "Allan Staniforth" de la meilleure équipe participante pour la première fois au concours "Formula Student UK" relatif à l'ingénierie et à la conception automobile au Royaume-Uni. A cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a adressé ses félicitations aux membres de l'équipe distinguée, après avoir, a-t-il dit, "démontré qu'ils incarnent l'avenir de l'Algérie nouvelle et victorieuse et sont les artisans de

sa gloire", saluant leur exploit dans l'une des prestigieuses compétitions dédiées aux étudiants en ingénierie. A ce propos, le conseiller du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, chargé de l'information numérique et de l'information statistique, Abdeldjebbar Daoudi, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que la distinction de cette équipe sur le circuit de "Silverstone" au Royaume-Uni, reflète " le niveau de la formation des étudiants algériens et leur capacité à entrer en compétition dans les plus grands événements internationaux relatifs à l'ingénierie et à la conception automobile". L'équipe algérienne " a pu arracher ce prix dans la catégorie des équipes et des pays participant pour la 1re fois, parmi les sept pays prenant part pour la 1re fois à ce concours", a-t-il ajouté. Le prix "Allan Staniforth" qui porte le nom de

l'ingénieur britannique des voitures de course "Allan Staniforth" qui a contribué à la formation de générations d'ingénieurs spécialisés dans la conception et la fabrication des voitures de course, ce qui confère à cette distinction une valeur scientifique et une grande symbolique, a rappelé le même responsable. L'évaluation des équipes participantes repose sur plusieurs normes techniques, dont " la qualité de la conception d'ingénierie, la gestion du projet, la qualité de la fabrication et de l'assemblage, ainsi que sur les résultats des tests techniques statiques et les tests de performance", a fait savoir M. Daoudi, pour qui, cet exploit reflète " la compétence des étudiants algériens et leur capacité à donner une meilleure image de l'Université algérienne dans les compétitions internationales".

APS

APPO - GECF
Signature d’un protocole d’accord pour renforcer leur partenariat stratégique

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont signé un protocole d'accord visant à renforcer le cadre de coopération et le dialogue énergétique entre les deux institutions, a indiqué mardi l'organisation panafricaine dans un communiqué.

Le document a été paraphé lundi à Brazzaville par les secrétaires généraux de l'APPO et du GECF, respectivement Farid Ghezali et Philip Mshelbila, en présence du ministre congolais des Hydrocarbures, Stev Simplicie Onanga. Le protocole vise à mettre en œuvre des activités communes et à favoriser le partage d'expériences, d'informations, de données et de meilleures pratiques dans des domaines d'intérêt commun, à travers divers mécanismes de coopération. A cette occasion, M. Ghezali a salué le rôle de "premier plan" joué par le GECF en tant que plateforme d'échange d'expériences et d'informations entre les principaux pays producteurs de gaz dans le monde, soulignant "la portée concrète de ce protocole, qui permettra d'aller au-delà des discours pour produire un impact tangible au profit du continent africain". Le secrétaire général du GECF a, pour sa part, mis en avant l'importance des initiatives de l'APPO visant à relever les défis auxquels sont confrontés les producteurs de pétrole et de gaz en Afrique, réaffirmant le plein engagement du Forum à traduire ce protocole d'accord en actions concrètes, à travers des études et publications conjointes, ainsi que des réunions bilatérales et des conférences conjointes. Invité d'honneur à la cérémonie de signature, le ministre congolais des Hydrocarbures s'est félicité de la mise en commun des efforts de l'APPO et du GECF à travers ce protocole, appelant les deux institutions à poursuivre dans cette dynamique de coordination et de coopération qui constitue, selon lui, la solution la plus appropriée pour faire avancer les différents chantiers liés à l'autonomisation énergétique de l'Afrique, selon le communiqué.

APS

APPO - GECF

Signature d’un protocole d’accord pour renforcer leur partenariat stratégique

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont signé un protocole d'accord visant à renforcer le cadre de coopération et le dialogue énergétique entre les deux institutions, a indiqué mardi l'organisation panafricaine dans un communiqué. Le document a été paraphé lundi à Brazzaville par les secrétaires généraux de l'APPO et du GECF, respectivement Farid Ghezali et Philip Mshelbila, en présence du ministre congolais des Hydrocarbures, Stev Simplicie Onanga. Le protocole vise à mettre en œuvre des activités communes et à favoriser le partage d'expériences, d'informations, de données et de meilleures pratiques dans des domaines d'intérêt commun, à travers divers mécanismes de coopération. A cette occasion, M. Ghezali a salué le rôle de "premier plan" joué par le GECF en tant que plateforme d'échange d'expériences et d'informations entre les principaux pays producteurs de gaz dans le monde, soulignant "la portée concrète de ce protocole,

qui permettra d'aller au-delà des discours pour produire un impact tangible au profit du continent africain". Le secrétaire général du GECF a, pour sa part, mis en avant l'importance des initiatives de l'APPO visant à relever les défis auxquels sont confrontés les producteurs de pétrole et de gaz en Afrique, réaffirmant le plein engagement du Forum à traduire ce protocole d'accord en actions concrètes, à travers des études et publications conjointes, ainsi que des réunions bilatérales et des conférences conjointes. Invité d'honneur à la cérémonie de signature, le ministre congolais des Hydrocarbures s'est félicité de la mise en commun des efforts de l'APPO et du GECF à travers ce protocole, appelant les deux institutions à poursuivre dans cette dynamique de coordination et de coopération qui constitue, selon lui, la solution la plus appropriée pour faire avancer les différents chantiers liés à l'autonomisation énergétique de l'Afrique, selon le communiqué.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	94	64	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف	
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف	
	Carotte	92	103	80	الجزر	
	Navet	204	228	180	اللفت	
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر	
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار	
	Courgette	86	101	71	الكوسة	
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	126	140	112	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	508	639	376	التمر	
	Banane	617	645	589	الموز	
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر	
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	الببيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,12	-8,63	6,09	10,14	2000	690 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1405,00	0,36	0,38	0,05	9,04	5,54	47500	66 737 500,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,01	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,16	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,15	7,35	4,22	4,71	0	0,00

COOPÉRATION INDUSTRIELLE

Alger et Brazzaville ciblent les filières stratégiques

L'Algérie et la République du Congo veulent donner une nouvelle dimension à leur coopération économique. Les deux pays ont affiché, hier à Alger, leur volonté de bâtir un partenariat industriel durable, fondé sur le transfert de savoir-faire, les investissements conjoints et la valorisation des capacités productives, avec un intérêt particulier pour plusieurs filières stratégiques.

Synthèse Z.R.

Cette orientation s'est dégagée lors de la rencontre entre le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, et le ministre congolais de la Coopération et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso, en visite de travail en Algérie du 20 au 22 juillet à la tête d'une importante délégation. Les discussions ont porté sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale et d'élargir le partenariat industriel dans des secteurs à forte valeur ajoutée, notamment les matériaux de construction, la sidérurgie, les industries chimiques, mécaniques et électroniques. Les deux responsables ont souligné la nécessité de mettre à profit l'expérience acquise par l'Algérie dans le développement de sa base industrielle. Ils ont également insisté sur le renforcement du transfert d'expertise, du partage des connaissances et des échanges techniques entre les entreprises des deux pays, dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de l'intégration économique africaine. À l'issue des entretiens, Yahia Bachir a indiqué que cette rencontre avait permis d'examiner les voies et moyens de développer davantage les relations industrielles entre Alger et Brazzaville. Il a mis en avant les opportunités de conclure des partenariats mutuellement bénéfiques, reposant sur les atouts complémentaires des deux économies et sur une meilleure valorisation de leurs capacités industrielles. De son côté, Denis Christel Sassou Nguesso a réaffirmé la volonté commune des deux pays de consolider la coopération Sud-Sud conformément aux orienta-

tions des dirigeants algérien et congolais. Il a plaidé pour la concrétisation de projets industriels susceptibles de contribuer au développement économique durable et au renforcement du commerce intra-africain. Le responsable congolais a également exprimé son engagement à accompagner toutes les initiatives destinées à promouvoir le partenariat industriel entre les deux pays.

L'expertise algérienne mise en avant

Dans le prolongement de cette rencontre, les deux ministres ont effectué une visite à la Société des ciments de la Mitidja (SCMI), filiale du groupe public GICA, située à Meftah (Blida). Cette visite a permis à la délégation congolaise de découvrir les capacités de production de l'industrie cimentière algérienne, le niveau de maîtrise des procédés technologiques ainsi que les compétences nationales mobilisées dans ce secteur. Les responsables ont parcouru les différentes unités de production et pris connaissance des technologies mises en œuvre dans la fabrication du ciment ainsi que des méthodes de gestion industrielle adoptées par le groupe. À cette occasion, le ministre de l'Industrie a rappelé que l'Algérie accordait une importance particulière au renforcement de la coopération avec les pays africains à travers le partage de son expertise dans les secteurs stratégiques, notamment les matériaux de construction, la sidérurgie, les industries chimiques, mécaniques et électroniques. Le ministre congolais s'est, pour sa part, félicité des avancées réalisées par l'industrie algérienne. Il a estimé que l'expé-

rience acquise par l'Algérie ouvrait de réelles perspectives de partenariats industriels et d'investissements conjoints entre les entreprises des deux pays, particulièrement dans les matériaux de construction. En parallèle à cette dynamique industrielle, la coopération entre les deux pays s'étend également à la promotion de l'investissement. L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a tenu, mardi, une réunion de travail par visioconférence avec son homologue de la République démocratique du Congo (ANAPI), dans le but de renforcer les échanges d'expertises et de poser les bases d'un partenariat institutionnel durable. Les deux agences ont passé en revue leurs expériences respectives en matière d'amélioration du climat des affaires, d'accompagnement des investisseurs et d'attraction des capitaux. À cette occasion, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekache, a présenté les principaux acquis de l'Algérie en matière de réforme de l'investissement, notamment la mise en place du guichet unique, la numérisation des procédures, les mécanismes d'attribution du foncier économique ainsi que la Bourse de partenariat. Une expérience qui a suscité un vif intérêt de la partie congolaise, engagée dans la révision de sa législation sur l'investissement. Les deux institutions sont convenues de mettre en place un cadre de coopération permanent visant à favoriser le partage d'informations sur les opportunités d'affaires, l'organisation d'actions conjointes de promotion de l'investissement et le renforcement des contacts entre les opérateurs économiques des deux pays, consolidant ainsi le partenariat économique algéro-congolais.

HYDRAULIQUE

Le ministre ordonne d'accélérer les projets de 2026

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a mis l'accent, avant-hier à Alger, sur la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation des projets inscrits au titre de l'année 2026 et de renforcer le suivi quotidien de la situation de l'approvisionnement en eau potable, afin de garantir la continuité du service public et d'en améliorer la qualité, indique un communiqué du ministère. Le ministre s'exprimait lors d'une réunion périodique de coordination consacrée à l'évaluation de la situation du service public de l'eau durant la saison estivale et au suivi de l'état d'avancement des projets de développement du secteur, en présence des cadres centraux du ministère, des responsables des entreprises économiques sous tutelle, ainsi que des directeurs de l'hydraulique des wilayas de Béjaïa, Blida, M'Sila, Médéa, Tizi Ouzou, Boumerdès et Bordj Bou Arréridj, par visioconférence. Le ministre a souligné que la garantie de la continuité du service public de l'eau et l'amélioration de la qualité des prestations fournies aux citoyens constituent une priorité, appelant à poursuivre le travail sur le terrain et à renforcer la vigilance et la rigueur dans la gestion pour préserver les résultats positifs enregistrés et promouvoir les performances. Dans ce cadre, le ministre a donné une série d'instructions, notamment la poursuite du suivi quotidien sur le terrain, la mobilisation des différentes ressources en eau, la diversification des sources d'approvisionnement et la garantie de la continuité du service à travers la sécurisation de la permanence, outre l'intensification des opérations de détection et de réparation des fuites, la lutte contre les raccordements illicites et la prise de mesures légales à l'encontre des auteurs d'agressions sur les installations et les réseaux d'eau. Il a également appelé à la généralisation de l'installation des compteurs afin de rationaliser la consommation d'eau, au renforcement de la coordination entre les différents intervenants et à l'intensification de la communication avec les citoyens via les médias, les SMS et les pages officielles, tout en les informant au préalable de toute perturbation dans l'alimentation ou de travaux de maintenance programmés.

R.E.

PRESSE INTERNATIONALE

La visite de Pedro Sánchez en Algérie largement relayée

La visite de travail et d'amitié effectuée, lundi en Algérie, par le président du gouvernement d'Espagne, M. Pedro Sanchez, a suscité l'intérêt de la presse internationale qui a mis en avant la volonté des deux pays de renforcer le dialogue politique, consolider le partenariat économique et accroître la coopération aux niveaux régional et international. Les grands médias espagnols ont ainsi commenté la visite de Sanchez en Algérie et les entretiens qu'il a eus avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au siège de la Présidence de la République, à l'issue de la cérémonie d'accueil officiel. L'agence de presse officielle EFE, le quotidien El Periodico, le réseau Cadena SER et la chaîne de télévision publique RTVE ont mis en exergue, dans leurs analyses, les discussions de haut niveau entre les deux parties, qui "constituent une pierre angulaire et une étape décisive pour redynamiser les relations bilatérales, ainsi que pour inaugurer une nouvelle phase de partenariat straté-

gique global". La presse espagnole a également mis en avant que cette rencontre bilatérale directe a permis aux deux parties d'ouvrir de nouvelles perspectives prometteuses de développer la coopération dans divers secteurs, d'activer les mécanismes d'un dialogue diplomatique durable et de renforcer la concertation politique autour des questions régionales et internationales d'intérêt commun. Les analyses des médias espagnols estiment aussi que les entretiens entre les deux parties "ont réaffirmé la place stratégique de l'Algérie en tant qu'allié principal et fiable pour l'Espagne", ce qui s'est concrétisé par l'accord de tenir un grand sommet bilatéral à Madrid. Elles ont en particulier évoqué l'importance de cette visite et les discussions de haut niveau entre les deux parties, en ce sens que cela a réussi à instaurer une base solide pour une nouvelle phase dans les relations bilatérales et ouvert des perspectives pro-

metteuses afin d'approfondir le partenariat stratégique entre les deux pays et sécuriser les approvisionnements vitaux en énergie, ainsi que le renforcement de la concertation politique et sécuritaire pour faire face aux défis communs dans la Méditerranée. Pour sa part, la presse arabe s'est intéressée à la visite de M. Sanchez en Algérie, à l'image d'Al-Araby Al Jadid, basé à Londres, qui a mis l'accent sur la volonté des deux pays à bâtir un partenariat politique et économique, à la faveur de plusieurs facteurs liés à la proximité géographie et leur appartenance à l'espace méditerranéen, outre la grande flexibilité dans la coopération commerciale et énergétique, ainsi que la nécessité de la coordination dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue et l'émigration clandestine. Par ailleurs, plusieurs autres médias étrangers ont relayé la visite en Algérie du président du gouvernement espagnol, à l'instar de l'agence de presse turque Anadolu qui a titré "L'Algérie renforce son partenariat

énergétique avec l'Espagne", mettant en exergue la volonté des deux pays de consolider la coopération bilatérale dans plusieurs domaines, notamment les énergies renouvelables. Le média turc a repris dans ce sens des extraits de déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'issue des entretiens tenus au siège de la Présidence de la République, lorsqu'il a souligné la volonté de l'Algérie et de l'Espagne de bâtir une coopération "plus large et plus approfondie" dans plusieurs domaines, notamment celui des énergies renouvelables. L'agence de presse italienne Ansa a, elle aussi, axé sur la volonté commune des deux pays de renforcer la coopération bilatérale, d'élargir les domaines du partenariat et d'intensifier le dialogue politique, et souligné que la visite de M. Sanchez en Algérie a constitué également "une occasion d'échanger des points de vue sur les principales questions régionales et internationales d'intérêt commun".

R E/Agence

SAÏDA

Vaste campagne de nettoyage et de protection de l’environnement dans plusieurs quartiers de la ville

Une vaste campagne de nettoyage de l’environnement et d’amélioration du cadre de vie a été organisée, lundi, dans la ville de Saïda. L’opération a concerné plusieurs quartiers et principaux axes routiers, dans le cadre de la poursuite des efforts visant à préserver la propreté des espaces publics et à améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Cette opération, menée en application des instructions du wali de Saïda, Amoumen Mer-mouri, a porté sur le net-toyage de la Route nationale 6 ainsi que des quartiers El Badr, Riadh et Soummam. Elle a consisté à enlever les déchets ménagers et inertes, à éliminer les points de dépôt sauvage, à évacuer les amas de terre, à arracher les mau- vaises herbes et à nettoyer les espaces publics, contri- buant ainsi à l’amélioration du paysage urbain et à la mise en valeur de l’esthétique de la ville, selon la même source.

Plusieurs organismes et éta- blissements ont pris part à cette campagne, notamment la commune de Saïda, l’Eta- blissement public de wilaya pour l’amélioration urbaine, l’Etablissement public de wi- laya chargé de la gestion des centres d’enfouissement tech- nique des déchets, la Direc- tion des travaux publics, l’Of- fice de promotion et de ges- tion immobilière (OPGI), l’Of- fice national de l’assainisse- ment (ONA) ainsi que l’Algé- rienne des Eaux (ADE). Tous ont mobilisé les moyens hu- mains et matériels néces- saires à la réalisation des tra- vaux programmés.

Cette campagne s’inscrit dans le cadre d’un programme per- manent supervisé par les au- torités de la wilaya, visant à renforcer la propreté publique, à intensifier les opérations de nettoyage des quartiers et des espaces publics, ainsi qu’à promouvoir la culture de la préservation de l’environne- ment et du cadre de vie.

APS

BATNA

Inauguration et lancement de projets de développement à Theniet El Abed et Oued Taga

Plusieurs projets de développement ont été inaugurés et d’autres ont été lancés dans les deux communes de Theniet El Abed et Oued Taga dans la wilaya de Batna, par le chef de l’exécutif local, Riadh Benahmed.

À Theniet El Abed, un fourrage a été mis en service dans la localité de Taouzianet pour renforcer l’appro- visionnement en eau potable de plus de 3.000 personnes. Ce fourrage réalisé pour une enveloppe financière de plus de 10,7 millions DA sera exploité au début avec un débit de 12 litres/seconde avant d’atteindre un débit de 20 litres/seconde pour porter le nombre des bénéficiaires à 7.000 per- sonnes de sorte à renforcer l’approvisi- onnement en cette ressource vitale de trois mechtas, a affirmé à l’occasion le directeur de l’hydraulique, Nadji Bencheriet.

Dans la même commune, la première pierre a été posée pour la réalisation d’une salle omnisports de 500 places pour une autorisation programme estimée à 300 millions DA au titre du programme secto- riel.

L’entreprise chargée de la réalisation s’est engagée à remettre cet équipement dans des délais de 12 mois.

Dans la commune d’Oued Taga, le wali a présidé la mise en exploitation après sa ré-

habilitation intérieure et extérieure et son rééquipement de la salle de soins chahid Azouzi Sebti à la localité El Ain El Yabsa dont les services bénéficient à plus de 3.000 habitants.

Il a également présidé le lancement du projet de réalisation d’une salle de sport au lycée frères chouhada Yelouz du chef-lieu de cette commune.

Le wali a indiqué à l’occasion que sa sortie s’inscrit dans le cadre de l’inspection pé- riodique des projets de développement en cours de réalisation dans la wilaya, notam- ment des secteurs vitaux, souligné qu’en ce qui concerne la généralisation du sport scolaire, la wilaya a retenu cette année des projets de réalisation au sein d’établisse- ments des paliers moyen et secondaire de 11 salles de sports dont les travaux de la plupart ont été lancés.

Le même responsable a ajouté qu’un grand nombre d’écoles primaires ont été renfor- cés par des aires de jeu, en attendant le lan- cement prochain d’un programme de ren- forcement de plusieurs autres écoles de

pires aires en coordination avec la direc- tion de l’administration locale (DAL).

Le wali a rappelé les efforts consentis ac- tuellement pour renforcer l’approvisionne- ment en eau potable des différentes com- munes à travers des fourrages réalisés dans les zones reculées confrontées à un déficit ainsi que par la mobilisation des eaux du barrage de Koudiet Lemdouar, pertinent l’amélioration enregistrée dans ce domaine au profit des habitants de la wilaya et l’im- pact attendu de la réception de plusieurs fourrages avant la fin de l’année en cours.

M. Benahmed a affirmé que "le parachève- ment des travaux en cours au niveau de la seconde station de traitement du barrage de Koudiet Lemdouar et sa réception per- mettra l’amélioration de l’approvisionnement en eau potable de 19 communes".

Le chef de l’exécutif local a écouté lors de sa tournée dans les deux communes les préoccupations des habitants et a promis de les examiner en fonction des priorités et des moyens existants.

APS

BOUMERDES

Près de 70 artisans au Salon national de l’artisanat

P

rès de 70 artisans et profession- nels du secteur, représentant différentes wilayas du pays, participent à la 1re édition du Salon national de l’artisanat et des métiers, ouverte lundi à Boumerdes sous le thème "Préserver le patrimoine cultu- rel".

Organisée à la Maison de la culture "Rachid Mimouni" pour une durée de quatre jours, cette manifestation réu- nit des artisans et des associations spécialisées qui exposent une large gamme de produits réalisés selon

des techniques traditionnelles, no- tamment des objets d’art, des bijoux, des poteries, des tapis, des acces- soires, des spécialités culinaires et des gâteaux traditionnels.

Selon le président de l’Organisation nationale du tourisme de jeunesse et de la préservation de l’environnement et du patrimoine culturel, organisa- trice de l’événement en collaboration avec la Chambre de l’artisanat et des métiers (CAM) de Boumerdes, Mus- tapha Lefsil, les participants repré- sentent 14 wilayas du pays dans di-

verses spécialités de l’artisanat tradi- tionnel.

Cette manifestation vise à promou- voir le patrimoine culturel, valoriser et commercialiser les produits de l’arti- sanat, ainsi qu’à encourager les initia- tives et les talents des jeunes dans les métiers traditionnels, a indiqué la responsable de l’organisation du Sa- lon, Nadjia Irislimane.

Le salon entend également favoriser l’intégration des artisans dans des cir- cuits de commercialisation, orienter les jeunes vers l’investissement dans

ces métiers à travers les dispositifs d’accompagnement, et offrir un es- pace d’échange d’expériences et de formation au profit des membres des associations, notamment les jeunes.

La wilaya de Boumerdes compte plus de 4.600 artisans inscrits, dont pas moins de 3.000 spécialisés dans l’ar- tisanat de services, plus de 900 dans l’artisanat de production et plus de 700 dans l’artisanat d’art.

Agence

CONSTANTINE

Des projets d’aménagement des pistes forestières réceptionnés

P

lusieurs projets d’aménagement de pistes fo- restières ont été reçus par la Conservation des forêts de Constantine dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre les in- cendies de forêts au titre de la saison 2026, à-on informé lundi auprès des services de la wilaya.

Il s’agit de quatre pistes situées à El Djebbas sur une longueur de 4 km, à Djebel Ouahch (commune de Constantine) sur environ 4,2 km ainsi que d-au-

tres pistes dans les communes de Didouche Mou- rad et Zighoud Youcef sur un linéaire de plus de 6,2 km, selon la cellule de communication de la wilaya.

Ces aménagements visent à renforcer le dispositif de prévention contre les incendies en améliorant l’accessibilité aux zones forestières, at-on indiqué.

Les pistes aménagées permettront aux équipes d’intervention de la Protection civile et des services des forêts d’accéder rapidement en cas d’éventuels

incendies, notamment les délais d’interventions et limitant la propagation des flammes, a ajouté la même source.

Au-delà de leur rôle dans la lutte contre les incen- dies, ces pistes aménagées faciliteront également les opérations de surveillance des espaces fores- tiers, les travaux d’entretien des massifs boisés et les actions de protection de la biodiversité, selon les services de la wilaya.

APS

BLIDA

Lancement d’une campagne de sensibilisation contre le travail informel

L

a Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de Blida a lancé, lundi, une campagne d’information et de sensibilisation visant à lutter contre le travail informel et à rappeler aux employeurs l’obligation de déclarer leurs travailleurs.

Cette campagne, qui se poursuivra jusqu’au 26 juillet courant, est menée en partenariat avec plusieurs organismes concernés, notamment

l’Inspection du travail, la Caisse nationale des retraites (CNR), la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) et la Caisse nationale d’assurance chômage (CNAC).

Le programme prévoit des journées portes ouvertes, des visites de terrain auprès des entreprises économiques, commerces et établissements de services et de loisirs dans les différentes communes de la wilaya, ainsi qu’une campagne de

communication sur les réseaux sociaux.

Les communes d’El Affroun, Mouzaïa et Chiffa (Ouest de la wilaya) ont constitué les premières étapes de cette campagne.

Organisée sous le slogan "La déclaration des travailleurs à la sécurité sociale est une obligation légale et un droit constitutionnel", cette campagne vise à élargir l’assiette des cotisations, à lutter contre le travail informel et à sensibiliser les

opérateurs économiques et les commerçants à l’obligation de déclarer tous leurs travailleurs, quel que soit leur secteur d’activité, afin de garantir leurs droits sociaux.

Elle met également l’accent sur la promotion des services numériques de la CNAS, destinés à simplifier les démarches de déclaration et à rapprocher l’administration des citoyens.

APS

EN CRISE

L'industrie automobile européenne se tourne vers la guerre

1^{re} partie

Restructurations, licenciements, usines qui ferment : l'industrie automobile européenne vacille et se reconvertit dans l'armement. Elle choisit les profits pour ses actionnaires, la crise technologique et la guerre, alors que la prospérité et la paix sont possibles [1].



Par Benjamin Pestieu

Le groupe Volkswagen avait déjà acté la suppression de 35 000 emplois dans sa principale marque automobile d'ici 2030¹. Aujourd'hui, elle envisagerait d'aller jusqu'à 100 000 suppressions de postes dans le monde et la fermeture de quatre usines allemandes². Le syndicat IG Metall a tout de suite réagi qu'il ferait tout ce qui est possible pour empêcher ce scénario³. Une fois de plus le groupe allemand tente de faire payer la facture de la chute de ses ventes aux travailleurs et travailleuses du groupe ; faire payer celles et ceux qui ont produit la richesse du groupe. Comme sa filiale Audi l'a fait à Bruxelles en fermant son usine ultramoderne qui se trouvait dans la capitale du pays. Avec cette fermeture, Audi a détruit des emplois, détruit des familles et détruit des savoir-faire. Et c'est à nouveau ce scénario que VW propose à son personnel.

Une crise dans l'ensemble de l'automobile européenne

Ce qui se passe avec le géant allemand n'est pas une situation isolée. Toute l'industrie européenne est touchée : Stellantis⁴, Renault⁵, Mercedes, ... BMW, longtemps présenté comme le plus solide des trois grands allemands⁶, a vu son action chuter de plus de 11 % en une seule séance en juin 2026, après avoir divisé par plus de deux sa prévision de marge pour l'année⁷. En 2025, le secteur automobile allemand a supprimé près de 50 000 emplois, ramenant l'emploi total à son niveau le plus bas depuis 14 ans, avec environ 725 000 salariés⁸. L'industrie automobile européenne traverse une crise profonde mais ce n'est pas

une crise de moyens. Les actionnaires de tous ces groupes croulent sous le cash. Et cette crise touche toute la chaîne industrielle. Selon CLEPA, l'association européenne des équipementiers automobiles, les fournisseurs automobiles européens ont annoncé 54 000 suppressions d'emplois en 2024 et 50 000 en 2025, soit 104 000 suppressions d'emplois annoncées en deux ans. C'est dans cette chaîne de sous-traitance, souvent moins visible que les grands constructeurs, que la crise frappe d'abord et violemment⁹.

Une crise qui n'en est pas une pour les actionnaires

L'industrie automobile européenne traverse une crise profonde. Mais il faut commencer par dire de quelle crise on parle. Ce n'est pas d'abord une crise de moyens. Les actionnaires de tous ces groupes croulent sous le cash. Ils ont été grassement rémunérés ces dernières années. Dans l'après-Covid, la majorité des constructeurs automobiles européens ont connu une augmentation considérable de leurs profits. Audi a ainsi réalisé des profits opérationnels records : 7,6 milliards d'euros en 2022¹⁰ et 6,3 milliards d'euros en 2023¹¹. Sa maison mère, le groupe Volkswagen, a distribué à ses actionnaires près de 11 milliards d'euros de dividendes au titre de l'exercice 2023¹². Et après ces années records, VW – malgré la crise – propose encore de verser 2,6 milliards d'euros de dividendes au titre de 2025¹³, après avoir versé 3,2 milliards d'euros au titre de 2024¹⁴. Il s'agit de dividendes bien supérieurs à ceux de la période pré-Covid (2018-2021)¹⁵. Stellantis a dégagé 13,4 milliards d'euros de bénéfice net en 2021, 16,8 milliards en 2022¹⁶ et 18,6 milliards en 2023. Des profits records dans l'histoire du groupe. Pour le

seul exercice 2023, environ 7,7 milliards d'euros ont été redistribués aux actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Les actionnaires ont encaissé pendant les années fastes ; les travailleurs sont maintenant appelés à payer la facture.

Une stratégie qui s'effondre

L'industrie automobile européenne, et plus encore l'industrie automobile allemande, repose depuis des décennies sur trois piliers : la maîtrise historique du moteur thermique, la montée en gamme autour des gros SUV et des modèles à forte marge, et la rentabilité exceptionnelle du marché chinois. Le moteur thermique : L'industrie automobile allemande a construit sa puissance sur une avance technologique accumulée pendant plus d'un siècle autour du moteur à combustion. Dans son nouveau livre, Les Derniers jours de l'ancien monde, Peter Mertens, secrétaire général du PTB, résume bien ce que représentait ce moteur pour le capitalisme automobile européen : « un véritable fossé protecteur autour de la forteresse industrielle européenne »¹⁷. L'image est juste. Le moteur thermique n'était pas seulement une prouesse technique ; c'était une barrière d'entrée. Sa complexité — des milliers de pièces, des chaînes de sous-traitance spécialisées, un savoir-faire industriel accumulé — rendait l'arrivée de nouveaux concurrents extrêmement difficile. Les grands monopoles comme VW ont freiné l'émergence d'une nouvelle technologie pour pouvoir garder le plus longtemps possible la rente de monopole liée à la technologie existante. Mais cette complexité était aussi une source durable de profits. Le modèle ne s'arrêtait pas à la vente du véhicule : entre-

tiens réguliers, pièces de rechange, réparations, usure, huile, filtres, échappements, boîtes de vitesses. Toute une économie de l'après-vente s'est construite autour du moteur thermique. La voiture électrique menace directement ce modèle, parce qu'elle comporte beaucoup moins de pièces mobiles, demande moins d'entretien et déplace le cœur de la technologie vers les batteries, les logiciels et l'électronique. C'est pourquoi les grands constructeurs européens ont freiné la transition. Non par manque de compétences, mais parce que l'électrique attaquait leur rente historique. Peter Mertens résume bien la situation : « Dans l'industrie automobile, des groupes dominants comme Volkswagen et BMW ont délibérément freiné la transition vers la voiture électrique. Non par manque de compétences, mais parce que le moteur à combustion constituait leur principale source de profits. Pendant ce temps, la Chine les a dépassés d'un bond : grâce à des investissements publics massifs dans les batteries et l'électrification, ce pays, pourtant entré plus tard dans l'industrie automobile, a rapidement rattrapé puis dépassé l'avance technologique que l'Europe avait construite en un siècle. » Il décrit là, la tendance des grands monopoles¹⁹ comme VW à freiner l'émergence d'une nouvelle technologie pour pouvoir garder le plus longtemps possible la rente de monopole liée à la technologie existante. Et cette tendance des monopoles a freiné le progrès pour protéger une rente de monopole se paie cash aujourd'hui pour l'industrie automobile européenne.

(A suivre)

Notes

[1] Article issu de notre partenaire Lava Media. Source: <https://lvsl.fr>, publié le 13 juillet 2026

MAURITANIE

Signature d'un
protocole d'accord
entre la SNIM
et la SFI

Le ministre des Affaires économiques et du Développement, M. Abdallahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya, a présidé, mardi à Nouakchott, la cérémonie de signature d'un protocole d'accord entre la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) et la Société financière internationale (IFC), institution relevant du Groupe de la Banque mondiale. Ce protocole d'accord vise à établir un cadre d'entente définissant les mécanismes de coopération future entre la SNIM et la SFI. À cette occasion, le ministre des Affaires économiques et du Développement a déclaré que cet accord traduit la confiance renouvelée des partenaires internationaux dans le potentiel économique de la Mauritanie ainsi que le rôle stratégique joué par la SNIM, constituant une nouvelle étape vers le renforcement du secteur minier et la promotion d'un développement durable et inclusif. Il a souligné que cette orientation s'inscrit dans la vision de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui a fait du partenariat, de la promotion de l'investissement productif et de la transformation structurelle de l'économie nationale au rang de priorités nationales. Le ministre a ajouté que le gouvernement œuvre à concrétiser cette vision à travers la mise en œuvre de réformes et de projets structurants au service du développement du pays, précisant que ce partenariat est conforme aux orientations du Président de la République visant à accélérer la transformation structurelle de l'économie nationale, à favoriser une croissance forte, durable et inclusive, et à renforcer la compétitivité des entreprises nationales. De son côté, l'administrateur-directeur général de la SNIM, M. Mohamed Vall Ould Tleimidi, a indiqué que ce protocole d'accord reflète une convergence de vues autour d'une ambition commune consistant à mettre en place un cadre de coopération destiné à soutenir la mise en œuvre de la stratégie de développement de la Société pour la période 2024-2045, contribuant au développement durable du secteur minier mauritanien. Il a ajouté que la SNIM constitue un pilier essentiel de l'économie nationale et un acteur majeur de l'industrie minière africaine, rappelant que l'entreprise a engagé une transformation profonde pour renforcer sa compétitivité, d'accroître sa contribution à l'économie nationale et préparer les prochaines décennies de son développement à travers un ensemble de projets structurants couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur minière, de l'exploitation des ressources à leur valorisation en passant par le traitement, le transport et les infrastructures nécessaires à leur développement. A son tour, le directeur régional de la SFI pour l'Afrique de l'Ouest, M. Olivier Buyoya, a affirmé que la Mauritanie dispose d'importantes réserves de minerai de fer de haute qualité, une réserve d'or, un fort potentiel en matière d'énergies renouvelables et de ressources gazières, ce qui lui confère une position privilégiée sur la scène économique africaine.

Agence

LIBYE - CHINE

Les deux pays ont convenu
de connecter les banques libyennes
au réseau de paiement en yuans

Le 18 juillet, la Banque centrale de Libye a annoncé que son gouverneur était parvenu à un accord avec son homologue chinois à Pékin en vue d'intégrer les banques commerciales libyennes à l'infrastructure de paiement transfrontalière chinoise. Les deux parties considèrent cet accord comme le début d'une phase plus large de coopération financière.

Le gouverneur de la Banque centrale libyenne, Naji Mohammed Issa, a rencontré le gouverneur de la Banque populaire de Chine (BPC, la banque centrale), Pan Gongsheng, à Pékin le 17 juillet. Selon un communiqué publié sur le site web de la Banque centrale de Libye, les deux parties ont examiné les chiffres actuels du commerce et discuté des mesures à prendre pour stimuler la croissance. L'élément central de cet accord est le projet de la Libye d'adhérer au Système de paiements interbancaires transfrontaliers (CIPS) de la Chine. Il s'agit d'un réseau de paiements en yuan (RMB) créé par la Banque populaire de Chine en 2015. Le CIPS permet aux banques d'envoyer et de recevoir des paiements directement en yuans, réduisant ainsi le besoin de transactions intermédiaires en dollars américains – un mécanisme qui a longtemps joué un rôle prépondérant dans le financement du commerce mondial. Le communiqué indique que les deux

gouverneurs se sont accordés sur « l'importance d'ouvrir une nouvelle phase dans le partenariat stratégique substantiel entre les deux banques centrales » et affirment que la connexion des banques libyennes au CIPS « simplifierait et faciliterait les opérations de transfert de fonds ». Faciliter le développement des petites entreprises et limiter le marché informel. Outre l'accord sur l'infrastructure de paiement, les deux parties se sont également entendues sur plusieurs mesures visant à simplifier les opérations commerciales quotidiennes. À compter du 1er juillet 2026, les ménages et les entreprises individuelles dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur ou égal à 1 milliard de VND devront utiliser des factures électroniques comportant les codes fiscaux ou des factures électroniques générées par les caisses enregistreuses, conformément à la réglementation. Le chiffre d'affaires est calculé sur la base du chiffre d'affaires total de toutes les activités commerciales, et non séparément pour chaque magasin, stand, emplacement

ou mode de fonctionnement. L'une des premières mesures a consisté à autoriser les transferts de fonds directs vers la Chine, dans le but précis d'alléger le fardeau des petits commerçants qui dépendaient d'un corridor financier complexe et largement informel. L'accord autorise également l'ouverture directe de lettres de crédit auprès des banques chinoises. Il s'agit d'un changement opérationnel important qui pourrait permettre aux importateurs libyens de réduire leurs coûts et leurs délais de traitement lors de l'achat de marchandises en provenance de Chine. Les autorités libyennes ont déclaré que ces mesures visaient également à réduire la dépendance au marché informel des changes, à mettre les transactions en conformité avec les normes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et à améliorer la crédibilité du secteur bancaire libyen – un secteur qui fait depuis longtemps l'objet d'un examen attentif de la part des institutions financières internationales.

Agence

TUNISIA GLOBAL FORUM 2026

2300 experts réunis à Tunis sur l'IA et l'avenir

Le forum international se tient ce 21 juillet dans la capitale tunisienne, alors que le pays vient d'adopter son plan de développement quinquennal axé sur la transformation numérique et énergétique. Le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, présidera l'ouverture officielle. Ce forum constitue le point d'orgue du « Diaspora Month », période de mobilisation de la diaspora tunisienne qui se déroule du 15 juillet au 15 août 2026. L'un des temps forts du forum sera la présentation d'un « Livre blanc sur l'Intelligence Artificielle », rédigé par des experts tunisiens et internationaux. Ce document doit servir de feuille de route pour la stratégie nationale en matière d'IA, dans un contexte où la Tunisie cherche à se positionner comme hub technologique régional. Mehdi Houas, président de Numeum, l'organisation professionnelle du numérique française, interviendra lors d'une session stratégique consacrée à la transformation numérique. Sa participation illustre les liens entre les écosystèmes tech français et tunisien, renforcés par les nombreux ingénieurs tunisiens formés dans les grandes écoles françaises.

Calendrier stratégique : le plan 2026-2030
tout juste adopté

Le timing du forum n'est pas anodin. Quatre jours avant l'événement, le 17 juillet 2026, le Conseil national des régions et des districts (CNRD) a adopté définitivement le Plan de développement quinquennal 2026-2030, selon Webdo.tn. Cette feuille de route économique fixe des objectifs ambitieux : atteindre une croissance de 4,2 % et ramener le taux de pauvreté sous les 15 % d'ici 2030, d'après Entreprises Magazine. Le volet énergétique du plan prévoit de porter la part des énergies renouvelables à 35 % du mix énergétique tunisien d'ici 2030, comme l'a rapporté La Presse de Tunisie. La transformation numérique et l'intelligence artificielle constituent des axes transversaux de cette stratégie, censée moderniser l'appareil productif tunisien dans un contexte de concurrence régionale accrue.

Contexte en Tunisie

La Tunisie, pays de 12,4 millions d'habitants sur la rive sud de la Méditerranée, mise depuis plusieurs années sur

l'économie numérique pour diversifier son modèle de développement. Le secteur des technologies emploie plusieurs dizaines de milliers de personnes, notamment dans les centres d'appels et les services informatiques externalisés pour l'Europe. Le pays compte sur sa diaspora qualifiée, particulièrement présente en France, pour attirer investissements et transferts de compétences. Le « Diaspora Month » organisé par l'ATUGE et la WATT vise précisément à mobiliser ces talents expatriés autour de projets de développement. La formation d'ingénieurs de haut niveau dans les écoles tunisiennes constitue un atout reconnu, mais la fuite des cerveaux vers l'étranger reste un défi majeur. Un positionnement régional à affirmer Avec ce forum centré sur l'IA, la Tunisie cherche à se distinguer dans une région où Maroc, Égypte et Émirats arabes unis investissent massivement dans la tech. La présence de 150 startups et de plus de 2300 participants témoigne de l'attractivité de l'événement, qui doit permettre de nouer partenariats et de faire émerger des projets concrets.

R.E

AFRIQUE

Les grandes entreprises africaines investissent en moyenne 2 % de leur chiffre d'affaires dans l'IA

Le rapport souligne que les grandes entreprises africaines utilisent déjà l'IA pour générer des gains d'efficacité et une maîtrise des coûts, alors que les plus grandes opportunités qu'offre cette technologie résident dans la stimulation du CA grâce à la convergence sectorielle, la création de nouveaux modèles économiques et la conquête de nouveaux marchés mal desservis.

Synthèse Rédaction Internationale

Les grandes entreprises africaines investissent en moyenne 2 % de leur chiffre d'affaires dans l'intelligence artificielle (IA), un niveau largement inférieur au taux de 5 % qu'affichent leurs homologues opérant dans les pays leaders en matière d'adoption de cette technologie comme les États-Unis, la Chine, l'Allemagne et la France, selon un rapport publié le vendredi 15 mai 2026 par le cabinet d'audit et de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC). Intitulé « Decoding ROI from AI in Africa », le rapport constitue l'édition Afrique de l'enquête « PwC's AI performance study » menée auprès de 1 217 dirigeants de grandes entreprises (chiffre d'affaires de 1 milliard USD au moins pour 76 % de l'échantillon) en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Ces entreprises, dont 91 % sont cotées en bourse, opèrent dans 25 secteurs distincts. Sur le continent africain, 85 grandes entreprises présentant ces mêmes caractéristiques ont été couvertes par l'enquête. PwC explique le faible niveau d'investisse-

ment des grandes entreprises africaines dans l'IA par les difficultés structurelles et conjoncturelles auxquelles ces acteurs ont été confrontés ces derniers temps. Après avoir traversé des années marquées par la volatilité économique, les changements réglementaires, les contraintes infrastructurelles et les bouleversements géopolitiques, de nombreuses entreprises africaines accordent désormais une importance accrue à la résilience. Dans des environnements opérationnels incertains, la préservation des performances actuelles peut, en effet, souvent primer sur la transformation à long terme. La marge de progression est toutefois énorme, étant donné que 32 % seulement des entreprises africaines couvertes par l'enquête estiment que leur niveau d'investissement dans l'IA est suffisant pour atteindre leurs objectifs, contre 55 % des entreprises dans les pays leaders en matière d'IA. De nombreuses entreprises africaines s'adoptent et testent déjà l'intelligence artificielle. 82 % d'entre elles déclarent participer à des projets pilotes dans le domaine de l'IA, contre 88 % de leurs homologues situées dans les pays leaders de l'IA

et 85 % dans les autres pays hors Afrique. Rares sont cependant les sociétés opérant sur le continent qui ont étendu l'usage de l'IA à l'ensemble de l'entreprise, en raison notamment du faible niveau d'investissement et de la préparation insuffisante en matière de données et de technologies. De plus, de nombreuses entreprises opérant en Afrique utilisent déjà l'IA de manière pragmatique et en tirent des bénéfices dès les premières phases. 23 % des dirigeants de ces entreprises ont fait état d'une augmentation de leur chiffre d'affaires, tandis que 25 % ont signalé une réduction des coûts au cours de l'année écoulée. Une grande partie de cette valeur ajoutée initiale est probablement générée par des gains d'efficacité et une maîtrise des coûts, notamment dans les fonctions de support (l'ensemble des activités et services qui ne relèvent pas directement du cœur de métier, mais qui sont indispensables au bon fonctionnement quotidien, à l'efficacité et à la compétitivité de l'entreprise comme la gestion des ressources humaines, la comptabilité et les affaires juridiques) ainsi que dans les opérations existantes.

MÉCANISATION AGRICOLE

L'Italie poursuit son offensive sur le marché éthiopien

En Éthiopie, le secteur agricole contribue à hauteur de 34 % au PIB et emploie une grande partie de la population active. Alors qu'Addis-Abeba accélère sur la mécanisation pour améliorer les performances du secteur, cette orientation crée de nouvelles opportunités d'investissement. L'Agence italienne pour le commerce extérieur (ICE) est en discussion avec la Chambre de commerce et des associations sectorielles d'Éthiopie (ECCSA) afin de

faciliter l'accès des entreprises éthiopiennes aux machines agricoles italiennes. Selon les informations relayées par le média local Birr metrics le 15 juillet, citant Claudio Pasqualucci, commissaire italien au commerce, les échanges portent sur la mise en place de mécanismes de financement destinés à soutenir ce type de commerce. Aucun dispositif financier n'a encore été annoncé, mais cette question est centrale pour déve-

lopper les ventes de machines agricoles comme les tracteurs dont le coût élevé constitue un frein important pour de nombreuses entreprises agricoles et prestataires de services de mécanisation. Au-delà des exportations de machines, les industriels italiens envisagent aussi des investissements de plus long terme, notamment la création de lignes d'assemblage, puis, à terme, d'unités de fabrication en Éthiopie. « La prochaine

étape consiste à permettre aux fabricants italiens d'installer des lignes d'assemblage et, à l'avenir, des usines de fabrication en Éthiopie, non seulement pour servir le marché local, mais aussi les pays voisins, car l'Éthiopie constitue un hub pour cette partie de l'Afrique », a déclaré pour sa part Fabio Ricci, directeur général adjoint de l'Association italienne des fabricants de machines agricoles (FederUnacom).

R. I.

ANGOLA

Le pays lance deux projets routiers pour améliorer la connectivité de la province de Cuando

Longtemps pénalisées par un déficit d'infrastructures, les régions intérieures africaines attirent une part croissante des investissements publics. En Angola, cette stratégie s'appuie sur le transport pour soutenir l'intégration économique et réduire les disparités territoriales. En Angola, le ministère des Travaux publics a lancé la construction de deux tronçons de routes nationales destinés à améliorer la mobilité dans la province de Cuando, dans le sud-est du pays. Évalués à 570 milliards de kwanzas (environ 621,6 millions USD), les

chantiers prévus pour durer 24 mois portent sur un linéaire total de 414 km, avec un tronçon de 204 km sur la route nationale EN280/160 et un autre de 210 km sur l'EN280/18. Ils prévoient aussi la réhabilitation de 6 ponts afin de renforcer la continuité du trafic dans cette région traversée par plusieurs cours d'eau. Selon les autorités, la dégradation des infrastructures routières rallonge considérablement les temps de trajet. Des parcours qui devraient durer environ deux heures peuvent actuellement nécessiter entre 10 et 14 heures, avec des répercussions

sur le coût du transport et les prix des produits de première nécessité pour les populations locales. Ces investissements s'inscrivent dans le programme gouvernemental d'extension du réseau routier, qui prévoit la construction de plusieurs centaines de kilomètres de routes chaque année dans les régions les moins desservies du pays. En 2024, l'exécutif avait fixé un objectif d'extension de 2 142 km du réseau national. Au-delà de l'amélioration de la mobilité et du désenclavement des régions intérieures, cette stratégie vise aussi à réduire les disparités territoriales et à

soutenir le développement de secteurs économiques tels que l'agriculture, le commerce et les mines. Le développement des infrastructures de transport constitue en effet l'un des piliers de la stratégie de diversification de l'économie angolaise, encore largement dépendante des recettes pétrolières. Le gouvernement ambitionne notamment de faire du pays un hub logistique régional, grâce à des investissements coordonnés dans les réseaux routier, ferroviaire, portuaire et aéroportuaire.

Agence

POUR DIVERSIFIER LES DÉBOUCHÉS DE SON COTON Le Burkina Faso mise sur l'Inde

Le Burkina Faso figure parmi les principaux producteurs ouest-africains de coton avec le Bénin et le Mali. Alors qu'une grande partie de la production annuelle est encore exportée sous forme brute, les autorités sont à l'affût de nouvelles opportunités commerciales pour diversifier leurs débouchés. La Société burkinabè des fibres textiles (SOFITEX) a enregistré des manifestations d'intérêt et des promesses d'achat représentant un potentiel de près de 90 000 tonnes de fibre de coton auprès d'entreprises textiles indiennes. L'entreprise précise dans un communiqué avoir noué de nouveaux contacts commerciaux en Inde à l'occasion du salon international de l'industrie textile Bharat Tex 2026, organisé du 14 au 17 juillet à New Delhi. À titre de comparaison, ce volume représente environ 45 % des exportations annuelles moyennes de fibre de coton de la filière burkinabè, qui ont atteint près de 202 000 tonnes en moyenne entre 2020 et 2024, d'après les données de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD). « Des échanges ont eu lieu avec les industries du textile indien, notamment Lahoti Overseas Limited, Royal Goraj Textile Services, Viterra India, KAVERI et plus de 20 sociétés de filature. Ces échanges ont été l'occasion de faire la promotion du coton burkinabè auprès des utilisateurs finaux », souligne la SOFITEX. Ces engagements, s'ils se concrétisent, pourraient contribuer à augmenter les recettes d'exportation de la filière burkinabè d'autant plus que l'Inde est un marché encore peu exploité. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que le Burkina Faso a engrangé pour près de 329,1 millions \$ en moyenne par an grâce à ses expéditions de fibre de coton entre 2018 et 2025. Sur cette période, l'Inde n'est apparue qu'une seule fois dans la liste des débouchés. C'était en 2022 et cela représentait moins de 1 % des ventes de la filière burkinabè, qui se chiffraient alors à 466 millions \$. Alors qu'il s'impose déjà comme le deuxième producteur mondial de coton après la Chine, l'Inde représente également l'un des plus grands marchés pour le coton importé en raison du dynamisme de son industrie textile. Les données compilées sur Trade Map montrent en effet que le pays asiatique a importé pour près de 2,2 milliards \$ de fibre de coton en 2025, ce qui en fait le 5ème importateur mondial en valeur après le Bangladesh, la Chine, le Vietnam et la Turquie.

Agence

POINT-MARCHÉS

Rebond en vue de Wall Street, l'Europe aussi dans le vert

Un rebond prudent est attendu à Wall Street à l'ouverture mardi, tandis que les Bourses européennes sont également dans le vert à la mi-séance, sur fond de stabilisation des cours du pétrole, ce qui soutient le sentiment des investisseurs avant la publication des résultats trimestriels de très grandes entreprises américaines.

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture de Wall Street en hausse de 0,35% pour le Dow Jones, de 0,43% pour le Standard & Poor's 500 et de 1,25% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le rouge dominée par l'aversion au risque en raison du contexte géopolitique au Moyen-Orient. À Paris, le CAC 40 gagne 0,05% à 8.344,81 points vers 11h20 GMT. À Francfort, le Dax monte de 0,25% et à Londres, le FTSE grignote 0,07%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 progresse de 0,29% et l'EuroStoxx 50 de la zone euro de 0,47%. Le Stoxx 600 avance de 0,17%, porté notamment par le secteur technologique (+1,29%) qui est emmené par ASMI (+3,29%) et ASML (3,50%). Les secteurs des médias et des biens de consommation courante pèsent en revanche, reculant respectivement de 1,06% et 0,49%. Même si l'armée américaine a mené une nouvelle vague de bombardements contre l'Iran, pour une dixième nuit consécutive, les investisseurs veulent encore croire à un règlement du conflit par la voie diplomatique, des contacts ayant été signalés entre les deux camps. Sur le marché pétrolier, les cours du brut reviennent mardi d'un pic d'un mois touché dans les précédentes séances, tandis que l'indice VIX de la volatilité à Wall Street reflue sous le seuil des 18 points, cédant plus de 5%. "Il y a un espoir de désescalade entre les Etats-Unis et l'Iran. Selon certaines informations, les médiateurs proposent un cessez-le-feu de 10 jours, ce qui pourrait remettre sur les rails le memorandum d'entente", écrivent les analystes d'ING dans une note, faisant référence à l'accord intérimaire négocié en juin. Outre la géopolitique, les investisseurs s'intéressent aux comptes financiers des entreprises alors que la saison des résultats se poursuit cette semaine avec plusieurs mastodontes américains, dont General Motors. Les publications de géants de la "tech" comme Alphabet, Tesla et Intel sont également attendues dans les jours à venir. Les analystes expliquent que les résultats des grandes entreprises technologiques américaines seront suivis de près afin de déterminer si la demande liée à l'intelligence artificielle (IA) est durable et si les valorisations élevées dans le secteur sont justifiées. "Nous avons observé ces fluctuations du sentiment (...) qui mettent en évidence la nervosité qui entoure le secteur technologique, en particulier celui de l'IA et des

puces électroniques", souligne Fiona Cincotta, analyste marchés chez City Index. "Mais si nous assistons à une nouvelle saison solide, cela pourrait en fait servir de catalyseur à une nouvelle phase de hausse des valeurs technologiques", ajoute-t-elle.

Les valeurs à suivre à Wall Street

General Motors recule de 0,6% en avant-Bourse malgré le relèvement par le constructeur automobile de ses prévisions pour l'année, après avoir fait état d'une hausse de 30% de son bénéfice de base au deuxième trimestre grâce aux ventes de SUV et de pick-up.

Valeurs en Europe

Virbac grimpe de 5,84%, le spécialiste de la santé animale ayant fait état d'une hausse de son chiffre d'affaires au deuxième trimestre et annoncé viser le haut de la fourchette de ses objectifs annuels. Maurel&Prom prend près de 2%, l'opérateur pétrolier français ayant annoncé un bond de 27% de son chiffre d'affaires. La banque suisse Julius Baer chute de 4,04% après avoir averti que ses initiatives pour réduire les risques continueront à peser sur sa croissance. Compass abandonne 1,67%, le prestataire de services de restauration ayant déçu avec des perspectives annuelles inchangées. Novartis, qui a fait état d'un résultat d'exploitation de base au deuxième trimestre supérieur aux attentes, avance de près de 3%. Le fabricant d'ascenseurs Schindler plonge de 6,16%, son chiffre d'affaires trimestriel étant ressorti en dessous des attentes du marché. Le groupe minier suédois Boliden décroche de près de 6% après avoir annoncé un bénéfice d'exploitation trimestriel ajusté inférieur aux attentes. Wienerberger reflue de 6,19%, tombant à un creux depuis octobre 2022, alors que le fabricant de matériaux de construction a émis un avertissement sur ses résultats annuels.

Taux

Les rendements obligataires souverains courts en zone euro et aux Etats-Unis sont globalement stables, tandis que les maturités longues montent légèrement, les espoirs d'une percée diplomatique entre les Etats-Unis et l'Iran ayant fait chuter les prix du pétrole. Cela conforte les anticipations selon lesquelles la Réserve fédérale américaine (Fed) n'aura pas besoin de relever ses taux directeurs dans l'immédiat. Le rendement du Bund allemand à dix ans

s'affiche à 3,16%, en hausse de 1,7 point de base, et celui à deux ans se traite à 2,78%, après une ouverture à 2,77%. Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est pratiquement inchangé, à 4,60%, et celui à deux ans perd un point de base, à 4,20%.

Changes

Le dollar (-0,01%) fait quasiment du sur-place face à un panier de devises internationales après avoir touché lundi un sommet depuis le 15 juillet. L'euro grappille 0,05%, à 1,1420 dollar, alors qu'une enquête de la Banque centrale européenne (BCE) montre qu'en zone euro les banques restreignent l'accès au crédit sur fond de craintes géopolitiques. La BCE doit par ailleurs rendre ce jeudi une nouvelle décision de politique monétaire. Côté statistique du jour, le moral des investisseurs en Allemagne s'améliore plus que prévu en juillet, selon l'institut d'études économiques

ZEW.

La livre sterling s'échange à 1,3415 dollar, en repli de 0,10%, s'acheminant vers une troisième séance consécutive de pertes alors qu'Andy Burnham est devenu lundi le septième Premier ministre britannique en dix ans.

Pétrole

Les cours pétroliers progressent légèrement à la mi-séance après avoir reflué dans les premiers échanges. Les marchés tentent d'analyser la portée des informations sur les initiatives de médiation entre les Etats-Unis et l'Iran, tout en prenant en compte les nouvelles frappes entre les deux camps, ainsi que les menaces d'un blocus naval de l'Arabie saoudite par les Houthis du Yémen. Le Brent monte de 1,22% à 90,32 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 1,08% à 84,13 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

 BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Juillet 2026
Valeur : 22 Juillet 2026

BOURSE ZURICH

Ouverture hésitante

La Bourse suisse a démarré la séance de mardi de manière hésitante. Toujours prudents au vu de la poursuite des hostilités entre les Etats-Unis et l'Iran reprises il y a dix jours, les investisseurs se concentreront sur les résultats d'entreprises en Suisse, notamment, Novartis, Schindler, Swatch ayant dévoilé leur performance après six mois et au deuxième trimestre. Les investisseurs restent prudents à l'approche des résultats de Tesla et Alphabet demain, avant ceux de Microsoft, Meta, Apple et Amazon la semaine prochaine, qui devront confirmer que les investissements massifs dans l'intelligence artificielle

continuent de générer de la croissance, observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. Le repli du pétrole, alimenté par les espoirs d'une désescalade au Moyen-Orient, apporte un peu d'oxygène aux marchés, mais ne suffit pas encore à dissiper les nombreuses incertitudes macroéconomiques et géopolitiques, ajoute l'expert. Les principaux indices américains ont terminé la séance de lundi en ordre dispersé, le marché étant partagé entre les espoirs liés à l'intelligence artificielle et les inquiétudes géopolitiques. Le rebond des valeurs des semi-conducteurs a permis au Nasdaq et au S&P 500 de terminer

sans tendance, tandis que le Dow Jones a reculé sous le poids des valeurs plus cycliques. Après plusieurs séances de correction, les investisseurs sont revenus sur les fabricants de puces, estimant que les craintes d'un ralentissement des dépenses des hyperscalers dans l'IA avaient probablement été exagérées, ajoute M. Plassard. A l'heure de nouvelles frappes entre les Etats-Unis et l'Iran, les investisseurs continuent de redouter qu'une envolée durable des prix de l'énergie ne ravive les pressions inflationnistes et ne réduise les marges de manœuvre de la Réserve fédérale. Toutefois, un regain d'optimisme est ap-

paru après des informations faisant état d'une proposition de cessez-le-feu de dix jours entre Washington et Téhéran, portée par plusieurs médias régionaux. Cette perspective a provoqué un repli du pétrole, illustrant une nouvelle fois la sensibilité extrême des marchés aux développements géopolitiques.

Soutien de Novartis

Sur le front des informations macroéconomiques du jour, les échanges commerciaux de la Suisse avec l'étranger ont nettement accéléré au deuxième trimestre, comparé au parti

tel précédent, portés essentiellement par les solides ventes de produits pharmaceutiques et un rebond vers l'Amérique du Nord. Mais les envois helvétiques ont fléchi en juin. A la Bourse suisse, la saison des résultats reprenait le dessus et le SMI, après avoir démarré sur un repli de 0,34% se reprenait quelque peu dans les premiers échanges, l'indice phare cédant peu avant 09h10 0,11% à 14'238,36 points: SLI lâchait 0,31% à 2275,70 points et l'indicateur élargi 0,16% à20'000,51 points. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, seules sept gagnaient du terrain, toutes les autres en perdant.

Synthèse R.I.

DÉNONÇANT UN "TRAITEMENT DISCRIMINATOIRE" SUR SES PRODUITS

Les Etats-Unis imposent 50% de droits de douane sur une série de produits canadiens

Ces nouveaux droits de douane, qui doivent entrer en vigueur dans un mois, s'appliqueront à des produits aussi variés que le vin, les crosses de hockey ou encore le ciment.

Le président américain Donald Trump a signé lundi un décret imposant 50% de droits de douane supplémentaires sur plusieurs produits canadiens "en réponse au traitement discriminatoire du Canada sur les produits américains", pointant les conflits commerciaux sur les produits laitiers, l'alcool ou l'automobile. Ces nouveaux droits de douane, qui doivent entrer en vigueur dans un mois, s'appliqueront à des produits aussi variés que le vin, les crosses de hockey ou encore le ciment. Les produits entrant aux Etats-Unis dans le cadre de l'accord nord-américain de libre-échange (ACEUM) seront également concernés. Plusieurs secteurs considérés comme essentiels, tels que l'énergie, les produits de la pêche ou les minéraux critiques, sont en revanche explicitement exclus de cette nouvelle surtaxe. "Il s'agit de la dernière d'une série d'ac-

tions commerciales unilatérales initiées par les États-Unis", a réagi le Premier ministre canadien Mark Carney dans un communiqué lundi soir, dénonçant une "violation directe" de l'ACEUM.

Tensions récurrentes

En réponse, "le Canada, comme il en a le droit, a pris des mesures équivalentes", a-t-il annoncé, sans détailler ces mesures. Il a ajouté que son pays avait déjà fait des propositions pour résoudre ce différend commercial et qu'il était "prêt à intensifier ces discussions". Signe des tensions récurrentes entre les deux voisins nord-américains, Donald Trump avait menacé vendredi d'imposer de nouveaux droits de douane sur les produits canadiens à cause des feux de forêt dont les fumées ont fortement dégradé la qualité de l'air dans le nord-est des Etats-Unis. En annonçant ces nouveaux droits de

douane, la Maison Blanche a affirmé que le Canada était l'un des deux seuls pays avec la Chine à avoir riposté aux efforts américains pour "rééquilibrer (leur) balance commerciale". Elle a également dénoncé le boycott, mis en place par la plupart des provinces canadiennes, contre les alcools américains en réaction aux menaces de Donald Trump et à ses appels répétés à faire du Canada le "51e Etat" américain. "Le Canada a retiré les produits alcoolisés américains de ses rayons, accordé un meilleur accès aux produits laitiers européens et ajouté un plafond aux véhicules américains exportés au Canada par des entreprises ayant relocalisé", a détaillé dans un communiqué le représentant de la Maison Blanche au Commerce (USTR), Jamieson Greer, jugeant que le décret permettait "de faire rendre des comptes au Canada".

Agence

POUR TESTER L'EURO NUMÉRIQUE EN 2027

La BCE sélectionne 36 banques

L'institution dirigée par Christine Lagarde a sélectionné 36 prestataires de services de paiements de la zone euro pour tester une version bêta de l'euro numérique à partir du second semestre 2027. La Banque centrale européenne (BCE) avance sur son projet d'euro numérique. L'institution dirigée par Christine Lagarde a sélectionné 36 prestataires de services de paiements de la zone euro pour tester une version bêta de l'euro numérique à partir du second semestre 2027 pour une durée de 12 mois. Sur les 36 acteurs sélectionnés sur 50 participants, figurent princi-

palement des banques traditionnelles dans plusieurs pays européens. "Les participants sélectionnés représentent un large éventail de modèles commerciaux et de tailles et offrent une vaste couverture géographique", précise la BCE. L'Italie est le pays le plus représenté avec sept acteurs sélectionnés, dont la Banca Monte dei Paschi. L'Allemagne compte cinq acteurs sélectionnés, dont Deutsche Bank. Des fintechs participeront également au projet, dont les géants Revolut, Stripe ou encore Adyen. En France, seul le groupe BPCE y participe. Ce groupe a ré-

cemment fait part de ses ambitions dans les cryptomonnaies, notamment via sa filiale Hexarq. "Un euro numérique sûr, efficace et inclusif" En coordination avec les prestataires de paiement sélectionnés, le personnel des banques centrales pourra réaliser des paiements avec des particuliers et des entreprises, hors ligne et en ligne, avec la version bêta de l'euro numérique. "Nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration avec les prestataires de services de paiement européens et d'apprendre à leurs côtés pour développer un euro numérique sûr, efficace et in-

clusif", a déclaré Piero Cipollone, membre du directoire de la BCE et président du groupe de travail de haut niveau sur l'euro numérique. Pour rappel, l'euro numérique sera accessible à l'ensemble des Européens dans les 21 pays utilisant l'euro à partir de 2029. Cette monnaie digitale sera accessible à gratuitement aux citoyens des 21 pays membres de la zone euro, s'ajoutant aux types de paiement déjà existant. La BCE estime que quatre millions d'Européens sans compte bancaire pourront en bénéficier.

R I.

ITALIE

13 milliards de pertes dues aux fortes chaleurs

Les vagues de chaleur pourraient coûter entre 6 et 12 milliards d'euros annuels à l'économie italienne, soit jusqu'à 13,8 milliards de dollars et 0,4 % du PIB, a averti samedi l'organisation patronale Confesercenti. Selon l'agence de presse italienne ANSA, l'organisation patronale Confesercenti a précisé que les périodes de chaleur intense, de plus en plus fréquentes sur le territoire, pèsent lourdement sur l'activité économique nationale. Le groupe a indiqué que ces phénomènes météorologiques extrêmes entraînent une hausse significative des coûts énergétiques, une baisse notable de la productivité du travail, des investissements supplémentaires obligatoires pour les entreprises ainsi qu'une diminution sensible du chiffre d'affaires dans les secteurs les plus exposés aux températures élevées. "Vivre avec 30 à 60 jours de fortes cha-

leurs chaque année peut peser sur l'économie italienne à hauteur de 6 à 12 milliards d'euros", a déclaré Confesercenti dans son analyse publiée samedi. Cette estimation prend également en compte l'impact combiné de l'augmentation de la consommation énergétique, de la baisse de la productivité, des investissements structurels obligatoires pour s'adapter durablement à la hausse des températures ainsi que de la diminution des dépenses des consommateurs dans certaines branches d'activité. Le président de Confesercenti, Nico Gronchi, a qualifié les fortes chaleurs de "véritable taxe climatique" désormais devenue un facteur économique structurel pour la péninsule. "Cela affecte les investissements, la productivité, les dépenses et les habitudes de consommation, y compris le tourisme", a-t-il souligné lors de la présentation de l'étude.

Par ailleurs, il a averti que l'impact économique croissant de la hausse des températures ne pouvait absolument pas être traité uniquement par les ménages et les entreprises pris individuellement. "C'est un défi qui ne peut pas être relevé en laissant le problème à l'initiative de chaque famille et de chaque entreprise. Des interventions structurelles sont nécessaires", a ajouté Nico Gronchi avec insistance. Toutefois, l'organisation patronale n'a pas détaillé dans l'immédiat les mesures spécifiques attendues des autorités publiques pour faire face à ce phénomène. Selon la même source, la fréquence croissante de ces épisodes de chaleur extrême impose désormais une réévaluation urgente des stratégies d'adaptation nationale et des politiques énergétiques à long terme.

R I.

ROYAUME-UNI

Le PM Andy Burnham dévoile son nouveau gouvernement

Le Premier ministre britannique Andy Burnham a formé un nouveau gouvernement, nommant l'ancien ministre de la Défense John Healey au poste de chancelier de l'Echiquier, selon un communiqué du bureau du Premier ministre, publié lundi soir. Ed Miliband a été nommé ministre des Affaires étrangères, tandis que Shabana Mahmood conserve son poste de ministre de l'Intérieur. Louise Haigh a été nommée première secrétaire d'Etat, chancelière du duché de Lancastre et ministre du Bureau du Cabinet. Yvette Cooper a été nommée ministre de la Santé, tandis que Pat McFadden conserve les fonctions de ministre du Travail et des Retraites. Dans son discours inaugural prononcé devant le 10 Downing Street plus tôt dans la journée, Andy Burnham a promis d'apporter "les plus grands changements des 40 dernières années" et d'introduire "un nouveau modèle politique et un nouveau modèle économique". Après la démission de Keir Starmer de son poste de Premier ministre britannique après des défaites électorales locales, Andy Burnham, le nouveau chef du Parti travailliste au pouvoir, a accepté, au palais de Buckingham, l'invitation du roi Charles III à former un gouvernement et est officiellement devenu Premier ministre.

APS

AUSTRALIE

Le sentiment des consommateurs australiens remonte en juillet

Le sentiment des consommateurs australiens s'est amélioré en juillet, alors que la baisse des prix du carburant et l'atténuation des craintes concernant de nouvelles hausses de taux d'intérêt ont offert un certain soulagement aux ménages, même si la confiance est restée profondément pessimiste par rapport aux standards historiques. L'indice de confiance des consommateurs Westpac-Melbourne Institute a progressé de 4,1% pour atteindre 83,9 en juillet, contre 80,6 en juin. Une lecture inférieure à 100 signifie que les pessimistes sont toujours plus nombreux que les optimistes. « Une partie de l'amélioration observée en juillet semble être un soulagement face au fait que les scénarios 'les plus défavorables' concernant les prix de l'énergie, les taux d'intérêt et l'emploi ne se concrétisent pas », a déclaré Matthew Hassan, responsable des prévisions macroéconomiques pour l'Australie chez Westpac. Il a toutefois averti que les finances familiales restaient soumises à une pression intense et que la confiance des consommateurs figurait encore parmi les lectures les plus faibles enregistrées au cours des 50 ans d'histoire de l'enquête. Ce rebond a été porté par une meilleure appréciation des finances familiales, soutenue par la baisse des prix de l'essence après la dissipation de la flambée liée aux tensions au Moyen-Orient, tandis que les consommateurs endettés sont devenus moins inquiets face à d'éventuelles nouvelles hausses de taux. L'enquête a montré qu'environ 60% des personnes interrogées s'attendaient encore à une hausse des taux hypothécaires au cours de l'année prochaine, contre 66% en juin.

Agence

POUR CE DIRIGEANT D'OPENAI

La sortie du modèle IA Kimi représente l'arrivée du "communisme de l'IA"

La sortie du nouveau modèle IA Kimi K3 a créé de forts remous au sein de la Silicon Valley. De quoi peut-être expliquer les réactions de certains !

Ces derniers jours ont fait mal au secteur de l'IA américaine. Après la surprise DeepSeek en janvier 2025, la Chine fait en effet à nouveau tembler la Silicon Valley, avec la sortie de Qwen 3.8 d'Alibaba et de Kimi K3, développé par Moonshot. Et c'est surtout cette dernière IA qui fait réagir du côté des États-Unis, au vu de ses incroyables performances. Du côté d'OpenAI, on parle même de l'avènement d'une nouvelle ère.

Kimi K3, l'avènement du « communisme de l'IA » ?

Que faire quand un concurrent réussit trop bien ? Peut-être agiter la peur. C'est la voie que prennent certains du côté d'OpenAI, avec son chef des « futurs stratégiques » Dean W. Ball qui a posté un long message sur X, pour y commenter l'irruption de Kimi K3. Et son problème majeur avec ce modèle tient moins à ses performances qu'au fait qu'il soit open source. Derrière lui, ce serait toute une vision communiste chinoise qui chercherait à s'imposer dans le secteur de l'IA, contre le modèle capitaliste américain. « L'une des conséquences probables d'un monde dominé par les modèles à poids ouverts est un communisme de l'IA à part entière, ce qui correspond précisément à ce que propose la Chine : plutôt qu'un produit de marché, l'IA est un "bien public" qui sera, à terme, fourni par l'État sous la forme d'une sorte



d'"infrastructure publique numérique" » explique-t-il ainsi.

OpenAI reconnaît la qualité de l'IA chinoise

Résultat, il cherche subtilement à faire passer le message que le gouvernement américain devrait prendre des mesures pour réguler l'utilisation de modèles IA open-source. « Je suppose que l'administration Trump finira par se rendre compte que sa meilleure stratégie dans ce domaine serait de créer d'importants risques réglementaires autour de l'utilisation des modèles chinois à poids ouverts » exprime-t-il dans l'un des points de son message, dans l'idée de préserver le

modèle capitaliste des acteurs américains de l'IA.

À noter ici que le problème de Dean W. Ball tient bien plus à l'environnement que sont en trains de créer les modèles open source chinois qu'à la qualité de Kimi K3. Sur ce point, il est plutôt laudateur, et se refuse à y voir une simple pâle copie des productions. « C'est un très bon modèle ! Je ne pense pas que ses performances puissent s'expliquer par la distillation ou quoi que ce soit de ce genre. Lors des sessions de codage agentique, il semble être pratiquement à la hauteur des meilleurs modèles publics du premier trimestre 2026 » affirme-t-il.

Cette veste en cuir signée par Jensen Huang vaut officiellement 960 000 \$

Estimée au départ entre 40 000 et 60 000 dollars, l'une des iconiques vestes en cuir de Jensen Huang a finalement été adjudgée à 960 000 dollars lors d'une vente aux enchères chapeautée par Sotheby's... c'est-à-dire 16 fois l'estimation la plus élevée initialement projetée. L'une des vestes en cuir Tom Ford de Jensen Huang, patron de NVIDIA, a été vendue aux enchères pour 960 000 dollars ce 17 juillet -- soit l'équivalent de 240 RTX 5090 à leur prix actuel, s'est amusé à calculer VideoCardz.

La Jensen mania... pour la bonne cause

Estimée entre 40 000 et 60 000 dollars au départ, cette dernière a donc trouvé preneur à 16 fois son estimation initiale, après avoir fait l'objet de 65 enchères consécutives provenant de 45 collectionneurs différents, lit-on. Si cette veste a autant plu aux collectionneurs, c'est évidemment parce qu'elle a été authentifiée, en l'occurrence par la société américaine Professional Sports Authenticator (PSA). On sait ainsi qu'elle a été portée par Jensen Huang le 18 octobre 2023 à Taipei, lors de l'événement Hon Hai Tech Day organisé ce jour-là par le



giant Foxconn. De manière complémentaire, indépendamment de PSA, les spécialistes britanniques de James Spence Authentication ont par ailleurs vérifié et authentifié la signature du dirigeant de NVIDIA, apposée au feutre doré sur la doublure de cette veste. Quant à la provenance, elle est sûre, puisque émanant directement de Jensen Huang, a précisé Sotheby's.

Une veste portée en 2023 chez Foxconn

Pour contexte, ce modèle précis de veste en cuir de la marque Tom Ford vaut entre 9 000 et 10 000 dollars lorsqu'il est vendu neuf. Le prix de vente final de cette veste signée par Jensen Huang a donc atteint 10 fois le prix du neuf. On apprend enfin que les 960 000 dollars de la vente, organisée par Long Journey Ventures, seront reversés à l'Edge Institute (une organisation à but non lucratif), pour le financement de bourses, de subventions et de résidences destinées à des personnes travaillant dans les domaines de la technologie, des sciences, et de la culture, notamment. L'identité de l'acheteur, en revanche, n'a pas été dévoilée.

AliExpress écope d'une amende monstre 550 millions d'euros, infligée par Bruxelles

La Commission européenne vient de frapper un grand coup avec une amende record. Et c'est la plateforme d'e-commerce chinoise AliExpress qui est la victime. Le règlement européen Digital Services Act (DSA) commence à faire sentir son poids sur les géants du net. Au mois de décembre dernier, c'était ainsi X qui prenait une amende de 120 millions d'euros au titre du DSA, suivie quelques mois plus tard d'une nouvelle amende, encore plus importante, de 200 millions d'euros, tombant cette fois sur Temu. Et Bruxelles semble monter en puissance, vu ce qui vient d'arriver à AliExpress.

La Commission européenne inflige une amende de 550 millions d'euros à AliExpress, au titre du DSA

La Commission européenne a pour ambition de sécuriser le plus possible ce qui se passe sur la toile. Ce qui passe notamment par le fait que les plateformes d'e-commerce doivent vendre des produits aussi sûrs que ceux que l'on retrouve dans les commerces physiques. « La propagation de vêtements contrefaits, de jouets dangereux, de cosmétiques nocifs et d'autres produits illégaux n'est pas un coût inévitable des achats en ligne - c'est un échec d'AliExpress à respecter ses obligations. La taille n'est pas une excuse » a expliqué la vice-présidente de la Commission, Henna Virkkunen. Résultat, le géant chinois se voit infliger une amende de 550 millions d'euros.

AliExpress dénonce une amende « disproportionnée »

Cette amende a été décidée après que la Commission européenne se soit penchée sur ses pratiques en 2023 et 2024. Bruxelles indique ainsi que de très nombreux produits pas aux normes sont mis en vente sur la plateforme, et que les contrôles menés par AliExpression sont insuffisants, certains « se font en dix ou vingt secondes ». Enfin, même quand ces mauvais produits sont repérés, « ils peuvent rester en vente sur le site pendant des semaines ». Du côté d'AliExpress, évidemment, on s'oppose à l'amende. « Nous sommes en désaccord avec la décision rendue ce jour et avec cette amende disproportionnée, qui ne reflètent ni nos principes établis ni les mesures significatives et proactives que nous avons mises en œuvre » a déclaré AliExpress. La plateforme a maintenant jusqu'au 20 octobre pour proposer des mesures correctrices, afin de ne pas s'exposer à des mesures punitives supplémentaires. AliExpress compte à ce jour 193 millions d'utilisateurs sur le Vieux Continent.

MOTEUR 1.2 PURETECH

Stellantis prend une décision symbolique

Même s'il n'est déjà plus commercialisé en Europe occidentale depuis plusieurs mois, le moteur 1.2 PureTech à courroie restait encore assemblé dans le nord de la France, à Douvrin. Il s'agissait même du dernier bloc fabriqué par l'ancienne Française de mécanique, un site créé en 1969 par Renault et Peugeot avant d'être repris intégralement par l'ancien groupe PSA en 2013. Mais Stellantis vient d'annoncer que l'activité de cet établissement allait s'arrêter avant la fin de l'année 2026, ce qui marquera aussi la fin de la production en France pour l'un des trois-cylindres les plus controversés.

L'usine Stellantis de Douvrin, dans le Nord de la France, a produit plus de 50 millions de moteurs depuis sa création, en 1969. Mais cette longue histoire touche désormais à sa fin. Longtemps connu sous le nom de "Française de mécanique", l'établissement cessera son activité d'ici le 30 octobre prochain. L'annonce a été faite jeudi dernier lors d'un comité social et économique (CSE) extraordinaire. Elle ne crée cependant pas vraiment la surprise puisque le site avait déjà perdu la fabrication du diesel 1.5 BlueHDi l'année dernière. Seul subsistait l'assemblage du moteur EB2 Gen 2, plus connu sous le nom de 1.2 PureTech à courroie et qui n'est plus commercialisé en Europe de l'ouest.

Où est fabriqué le remplaçant du 1.2 PureTech ?

Le remplaçant de ce trois-cylindres est, lui, désormais doté d'une chaîne, entre autres modifications destinées à retrouver la confiance des acheteurs. Il équipe notamment la quasi-totalité des versions à hybridation légère du groupe, qui représentent aujourd'hui la majorité des ventes. Mais en France, Stellantis a choisi le site de Trémery, près de Metz, pour l'assemblage de ce 1.2 Turbo... qui fuit comme la peste l'appellation de PureTech. L'usine de Douvrin s'est ainsi retrouvée mise sur la touche. D'autant qu'elle se situe dans une zone industrielle qui mise essentiellement sur l'électrique, au point d'avoir été renommée "vallée de la batterie" sur le modèle de la fameuse Silicon Valley californienne.

**Une usine issue d'un partenariat entre Renault et Peugeot**

lifornienne. Selon les chiffres du service communication de Stellantis, 340 des salariés de l'ancienne "Française de Mécanique" ont d'ailleurs rejoint la "gigafactory" voisine d'ACC, qui a connu des retards dans la fourniture des batteries des 3008 et 5008 électriques Grande Autonomie. 337 autres employés ont été accompagnés vers des dispositifs de mobilité interne, externe ou de plan senior. Il resterait ainsi moins de 50 salariés en CDI à reconvertir et une cinquantaine d'intérimaires. La multinationale affirme qu'elle est "toujours en mesure d'offrir un poste à tous" et qu'un "accompagnement spécifique est également mis en œuvre avec les entreprises partenaires et les agences d'emploi pour faciliter le repositionnement des salariés intérimaires".

tions d'Espace. C'est seulement en 2013 que la Française de mécanique est devenue une filiale à 100 % de l'ancien groupe PSA Peugeot-Citroën, rebaptisé Stellantis en 2019 après la fusion avec Fiat-Chrysler. Avant cela, le site avait déjà été chargé de la fabrication d'une autre mécanique à la réputation sulfureuse : le 1.6 VTi/THP, conçu en collaboration avec BMW et fréquemment victime de défaillances au niveau de la chaîne de distribution. Mais ce quatre-cylindres a su redresser la barre ensuite, au point de devenir le plus fiable des PureTech après avoir changé d'appellation... à une époque où la réputation du petit 1.2 n'avait pas encore été entachée.

Le 1.2 PureTech à courroie survit encore en Pologne

De plus, les salariés n'étaient aucunement responsables des problèmes qui ont pu être rencontrés par certains automobilistes et qui continuent à être remontés sur notre formulaire fiabilité. Ces derniers résultent davantage de choix de conception parfois discutables. L'arrêt de l'usine de Douvrin n'est donc pas lié à ces diverses défaillances mécaniques, même si elles ont coûté très cher à Stellantis. Il s'agit davantage d'une conséquence de l'érosion des ventes de moteurs thermiques et de choix industriels visant à privilégier d'autres sites. Mais ce n'est pas tout à fait la fin de la route pour le 1.2 PureTech à courroie. Sa production reste assurée pendant encore quelque temps à Tichy en Pologne, où il finira sa vie...

Un retournement de situation inattendu pour les Toyota électriques en Europe

Longtemps considéré comme le grand défenseur de l'hybride face au tout électrique, Toyota est en train de modifier son équilibre en Europe. Sans renier sa stratégie multi-énergies, le constructeur japonais enregistre une progression spectaculaire de ses modèles 100 % électriques. En seulement un an, leurs ventes ont plus que doublé, preuve que la marque commence enfin à trouver sa place sur un marché où elle était jusqu'ici en retrait. Pendant des années, Toyota a regardé avec prudence la ruée vers les voitures électriques. Là où plusieurs concurrents annonçaient une transition rapide vers le tout électrique, le groupe japonais préférait défendre une approche plus diversifiée, mêlant hybrides, hybrides rechargeables, hydrogène et électriques à batterie. Les chiffres publiés pour le premier semestre 2026 montrent toutefois une évolution importante de cette stratégie, au moins sur le marché européen.

Les voitures électriques de Toyota passent un cap inédit

Entre janvier et juin 2026, Toyota a immatriculé 592 463 véhicules en

Europe, soit un niveau quasiment stable par rapport à l'an dernier avec une légère progression de 0,2 %. Mais derrière cette stagnation apparente on trouve une profonde transformation de la composition des ventes. En effet, les modèles 100 % électriques représentent désormais 62 412 immatriculations, contre 27 773 un an plus tôt. Cela correspond à une progression de 125 % en douze mois. Cette croissance change également le poids des électriques dans les ventes européennes de Toyota. Alors qu'ils ne représentaient que 4,7 % des immatriculations au premier semestre 2025, ils atteignent désormais 10,5 %. Autrement dit, un véhicule Toyota vendu sur dix en Europe est aujourd'hui entièrement électrique. Plus largement, l'électrification continue de dominer la stratégie du constructeur. En intégrant les hybrides classiques, les hybrides rechargeables et les électriques, 87 % des Toyota et Lexus livrées en Europe utilisent désormais une motorisation électrifiée, soit environ dix points de plus qu'un an auparavant.

Le bZ4X n'est plus seul à porter la croissance

Jusqu'à récemment, le bZ4X incarnait presque à lui seul les ambitions électriques de Toyota sur le Vieux Continent. Le SUV reste d'ailleurs le modèle électrique le plus demandé de la marque avec 20 145 exemplaires écoulés au cours des six premiers mois de l'année. Mais la dynamique ne repose plus uniquement sur lui. Le récent Toyota C-HR+ Electric s'impose déjà comme un acteur ma-

jeur avec 17 316 immatriculations. De son côté, l'Urban Cruiser électrique, qui n'est pas chez nous, totalise 9 041 ventes, tandis que le nouveau bZ4X Touring, version plus familiale du SUV, démarre sa carrière avec 3 142 unités. Dans le même temps, les modèles thermiques électrifiés continuent d'assurer l'essentiel des volumes. Le Yaris Cross reste le best-seller européen de la marque avec 107 251

exemplaires, devant la Yaris (86 821 unités).

Une progression à confirmer

Cette progression ne signifie pas que Toyota est devenu l'un des géants européens de la voiture électrique mais cette progression est notable, alors même que la concurrence venue de Chine s'intensifie de jour en jour. Cette évolution est également stratégique. Les réglementations européennes sur les émissions de CO2 deviennent progressivement plus exigeantes et obligent tous les constructeurs à augmenter la part des véhicules zéro émission dans leurs immatriculations. Si l'Europe affiche une dynamique encourageante, Toyota continue de rencontrer davantage de difficultés sur d'autres marchés. La Chine reste notamment un point faible avec un recul marqué des ventes, conséquence d'une concurrence locale extrêmement agressive sur les véhicules électriques. À l'inverse, l'Inde poursuit sa progression et devient l'un des principaux moteurs de croissance du groupe.

Mots fléchés

PARENTS SOUCI		CIRCONS- TANCE DIRECTION		VOLEURS FAIS SE SUCCÉDER		JARDIN D'ENFANTS		EXPLOSIF		NAI TEST CUTANÉ	
						PAS FRAIS POUFFÉ					
BANNIR INVENTRICE								ROCHE CALCAIRE GNÔLE			
									CACHÉ BIGOUDENS		
APPAREIL MÉNAGER		PIÈCE DE CHARRUE APO- THICAIRE				VÊTEMENT ÉQUERRE					
										ORGANE	
RÉCOLTÉE	PUDEUR SAUGRENU						BRAVADE				
						REFUS VRAIES					CARBURANT
MÉTAL RESPIRE			CERTAIN HÉSITATION				CHEMIN				
				FONDS D'OEIL ENCRE SEICHE							
ERRONÉE LAID						DANS VOLE AU VENT				FLEUR	
					DONNE LE TON		PÉRIODE SÉCRÉTION				
MESURE L'INTELLI- GENCE SOIGNÉ			COQUIN								
					CHOISI				SCANDIUM		
PRÉPO- SITION			ELLE A PERDU LES EAUX								

ACCIDENTS DE LA ROUTE

57 décès et 2183 blessés en une semaine

Cinquante-sept (57) personnes sont décédées et 2183 autres ont été blessées dans 2582 accidents de la circulation survenus durant la période du 12 au 18 juillet, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mascara avec 6 morts et 31 blessés, suite à 30 accidents de la circulation, précise la même source.



MDN

Démantèlement
d'un réseau criminel
et saisie de 1,33 quintal
de cocaïne en 1^{ère} Région
militaire



Un réseau criminel constitué de six narco-trafiquants a été démantelé et 1,33 quintal de drogue dure (cocaïne) a été saisi lors d'une opération menée par les services de sécurité de l'Armée de Blida (1^{ère} Région militaire), en coordination avec les services des Douanes algériennes des wilayas de Djelfa et Laghouat, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts déployés par les unités de l'Armée nationale populaire dans la lutte contre toutes les formes de criminalité organisée transfrontalière, et grâce à l'exploitation optimale de renseignements, les services de sécurité de l'Armée de Blida en 1^{ère} Région militaire, en coordination avec les services des Douanes algériennes des wilayas de Djelfa et Laghouat, dans une opération qualitative, ont démantelé, hier 20 juillet 2026, un réseau criminel constitué de 6 narco-trafiquants et saisi 1 quintal et 33 kg de drogue dure (cocaïne), ainsi qu'un véhicule touristique et des téléphones portables", précise la même source. "Ces résultats enregistrés sur le terrain dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, interviennent à la suite de la coordination sécuritaire entre les différents services de sécurité qui veillent sur la sécurité des citoyens", conclut le communiqué.

APS

LORS D'UNE CÉRÉMONIE PRÉSIDIÉE PAR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE
CHANEGRIHA

Les cadets de la Nation lauréats
du baccalauréat honorés

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a présidé, mardi au siège du ministère de la Défense nationale, une cérémonie en l'honneur des Cadets de la nation, lauréats du baccalauréat, session 2026, indique un communiqué du ministère. Etaient présents, pour la circonstance, le Général de Corps d'Armée Commandant des Forces terrestres, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les Commandants des Forces, de la Gendarmerie nationale et de la Garde républicaine, les Chefs de départements du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, les Directeurs et Chefs des services centraux, ainsi que les parents des élèves primés, précise la même source. A cette occasion, le Général d'Armée Chanegriha a prononcé une allocution dans laquelle il a tenu à transmettre, aux cadettes et cadets lauréats, les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour les excellents résultats obtenus par les écoles des Cadets de la nation, lors de cette session. Le Général d'Armée a tenu, à son tour, à adresser aux cadets "ses félicitations les plus sincères pour leur remarquable réussite". "A l'occasion de cette cérémonie organisée en votre honneur, cadettes et cadets de la nation, lauréats du baccalauréat session 2026, il m'est agréable de vous transmettre les félicitations de monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, mi-

nistre de la Défense nationale, qui vous souhaite davantage de réussite et de succès dans votre parcours scolaire et professionnel", a-t-il dit. "Je tiens à mon tour à vous adresser, ainsi qu'à vos camarades, qui ont réussi à décrocher ce diplôme, mes félicitations les plus vives, pour cet accomplissement remarquable", a-t-il ajouté. Le Général d'Armée a fait mention "des remarquables résultats obtenus par les cadettes de la nation qui, à l'instar des années précédentes, ont obtenu un taux de réussite de 100%, réaffirmant, ainsi, leur volonté inébranlable pour réussir et exceller". Il a également souligné que "la formation et la qualification des compétences et des élites constituent l'une des priorités de l'Etat, en ce qu'elles permettent de préparer des cadres hautement qualifiés, imprégnés de la culture de l'Etat et de l'amour de la patrie, et capables d'assumer pleinement la responsabilité de poursuivre le processus de construction et d'édification nationales". "La formation et la qualification des compétences et des élites constituent une priorité pour l'Etat et une mission d'intérêt vital, en ce qu'elles permettent de préparer des cadres hautement qualifiés, imprégnés de la culture de l'Etat ainsi que de l'amour de la patrie, et capables d'assumer pleinement la responsabilité de poursuivre le processus de construction et d'édification nationales, tout en relevant, avec compétence, les défis auxquels notre pays est confronté dans le présent et l'avenir, et ce, dans le contexte des transformations rapides que connaissent les scènes régionale et internationale", a-t-

il soutenu. "Conscient de l'importance cruciale de cette mission, le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire veille à former une élite militaire de haut niveau, notamment au sein des écoles des Cadets de la nation, qui ouvrent chaque année leurs portes aux enfants de notre valeureux peuple, issus de toutes les couches et classes sociales, en se basant uniquement sur le principe de l'égalité des chances lors de l'examen d'entrée, et en veillant à ce que les conditions requises soient remplies, telles que la moyenne minimale au brevet et les aptitudes physique et psychologiques", a-t-il poursuivi "Le Haut Commandement n'a ménagé aucun effort pour mener à bien cette mission au sein de ces écoles, qui constituent un véritable vivier de formation des hommes, tant à travers l'adoption des méthodes scientifiques et pédagogiques développées ou à travers la mise à disposition des infrastructures éducatives modernes, et de l'encadrement scientifique et militaire de haut niveau. L'objectif étant de préparer les cadettes et les cadets à assumer les plus hautes responsabilités et fonctions au sein de nos Forces armées", a-t-il insisté. Il a, par la suite, remis des prix aux cadettes et cadets lauréats. A la fin de la cérémonie, l'occasion a été donnée à une cadette et un cadet pour prononcer deux allocutions au nom de leurs camarades, avant que le Général d'Armée ne prenne une photo souvenir avec les Cadets honorés, conclut le communiqué.

APS

HYDROCARBURES

L'Algérie et la Bosnie-Herzégovine discutent des moyens de renforcer leur coopération

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, s'est entretenu, hier par visioconférence, avec le ministre fédéral de l'Energie, des Mines et de l'Industrie de Bosnie-Herzégovine, Vedran Lakic, sur les voies et moyens de renforcer la coopération dans le secteur, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, à laquelle ont pris part l'ambassadeur d'Algérie en Bosnie-Herzégovine, le directeur général de la société nationale bosnienne "Energoinvest", le directeur général de la compagnie bosnienne des hydrocarbures, ainsi que des cadres des deux parties, a permis de passer en revue l'état et les perspectives des relations de coopération entre l'Algérie et la Fédération de Bosnie-Herzégovine dans le domaine des

hydrocarbures, dans le cadre de "la dynamique positive marquant les relations bilatérales à la suite des visites mutuelles de haut niveau entre les responsables des deux pays". Au cours des entretiens, les deux parties se sont félicitées de la solidité des liens d'amitié historiques unissant les deux pays, réaffirmant leur volonté commune de renforcer leur partenariat dans le secteur des hydrocarbures, ajoute la même source. Les discussions ont également porté sur les moyens de développer la coopération dans les domaines du pétrole brut, du gaz naturel liquéfié (GNL), du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et de l'industrie des engrais, notamment l'ammoniac et l'urée, ainsi que sur les opportunités de coopération dans les industries liées au secteur, en particulier la fabrication

d'équipements et de pièces de rechange, outre le transfert de technologies, l'échange d'expertises et le développement de programmes de formation. Les entretiens ont, également, permis d'examiner les possibilités de renforcer la coopération entre le groupe Sonatrach et les opérateurs bosniens, notamment "Energoinvest" et la compagnie bosnienne des hydrocarbures, afin d'élargir les domaines de coopération industrielle et commerciale entre les deux pays, tout en explorant les perspectives de coopération dans les industries de transformation connexes. A cette occasion, M. Arkab a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à partager son expertise et à renforcer ses partenariats avec la Bosnie-Herzégovine dans les domaines de l'industrie pétrolière et

gazière, de la commercialisation des hydrocarbures, de l'industrie des engrais et de la valorisation des ressources naturelles, soulignant que ce partenariat est de nature à ouvrir de nouvelles perspectives prometteuses pour la réalisation de projets communs mutuellement bénéfiques. De son côté, M. Lakic s'est félicité du niveau des relations entre les deux pays, réitérant la volonté de son pays d'élargir la coopération avec l'Algérie, notamment dans les secteurs du pétrole, du gaz et des engrais, et d'encourager la présence des entreprises bosniennes sur le marché algérien, reflétant ainsi les grandes potentialités offertes pour le développement d'un partenariat économique durable, conclut le communiqué. R E.